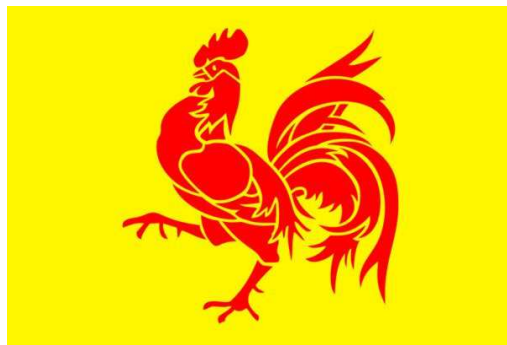


*LA WALLONIE PAR CHOIX,
NON PAR DEFAUT*



PUBLICATION DE TEXTES D'ORATEURS
INTERVENUS AU COURS DE L'ASSEMBLEE
OUVERTE TENUE LE 22 NOVEMBRE 2010
A CHARLEROI

MOUVEMENT DU MANIFESTE WALLON
ASBL

P R E A M B U L E

Depuis juin 2010, la Belgique est en question. Beaucoup avaient pressenti cette phase, d'autres – dans le nord de l'Etat -, l'ont organisée.

La tentation permanente dans les médias et chez la plupart des dirigeants politiques se résume à opposer deux communautés : les gens qui parlent une langue, ceux qui en parlent une autre.

Le Mouvement du Manifeste Wallon a toujours condamné cette dérive conflictuelle, au profit d'une logique d'organisation de l'Etat sur base de trois ou quatre Régions, contractant entre elles toutes les coopérations qu'elles souhaitent, et elles-mêmes capables de générer l'épanouissement des cultures autant que le respect et les échanges positifs entre elles.

De longue date, beaucoup de citoyennes et de citoyens wallons ont fait ce choix : ils ont revendiqué une plénitude de moyens pour que chaque Région puisse maîtriser son avenir : cela suppose bien sûr d'y ajouter, en première avancée, enseignement, culture, communication qui sont encore l'apanage de la Communauté française de Belgique.

Beaucoup d'autres, par crainte, par adhésion traditionnelle ou par manque d'ambition ont continué à situer leurs attentes et leur avenir dans cette Belgique révolue.

Aujourd'hui, les choses paraissent bien claires et ces belges francophones finissent par se résoudre à devoir assumer notre sort parce que les limites du supportable sont atteintes. Cela serait s'occuper de la Wallonie par dépit, par soustraction, par défaut d'une vie commune devenue impossible avec le Nord.

A l'inverse, le Mouvement du Manifeste Wallon a décidé d'inviter les citoyennes et citoyens de Wallonie, avec leurs représentants politiques, économiques et sociaux, à se rassembler le 22 novembre 2010 à Charleroi, et à développer en assemblée l'option d'assumer le sort présent et futur de la Wallonie, non par défaut, mais par choix.

Au travers du présent document récapitulatif, le Mouvement du Manifeste Wallon invite chacune et chacun à réactiver l'écoute d'un ensemble –non entièrement exhaustif certes mais largement représentatif- d'interventions de personnalités d'horizons multiples, politiques, syndicales, patronales et intellectuelles, qui, lors de cette assemblée, voulurent s'exprimer et s'engager en toute liberté et clarté pour l'avenir wallon.

XX

XX

XX

TABLE DES INTERVENTIONS CONSIGNEES DANS LE PRESENT DOCUMENT

- 1. Allocution de bienvenue et d'introduction de l'Assemblée ouverte,
par J.-J. VISEUR, Bourgmestre de Charleroi p. 4 à 9**
- 2. Wallonie, Identité, Culture,
par Jean PIROTTE, Historien émérite UCL, Président de la Fondation Humblet
p. 10 à 15**
- 3. »Nous voulons une véritable citoyenneté wallonne «
par Thierry BODSON, Secrétaire Général de l'Interrégionale wallonne
de la FGTB p. 16 à 18**
- 4. Intervention de Thierry CASTAGNE, Directeur Général d'AGORIA WALLONIE
p. 19 à 23**
- 5. Régionaliser l'enseignement : pourquoi ? comment ?
par Christiane CORNET, Secrétaire Générale de la CGSP-Enseignement
p. 24 à 26**
- 6. Intervention de Tony DEMONTE, Secrétaire Général adjoint de la CNE
p. 27 à 28**
- 7. Intervention de Christian NAPEN,
Représentant de Mr le Ministre J.-C.MARCOURT p. 29 à 33**
- 8. Intervention de Mr le Député wallon Christophe COLLIGNON p. 34 à 36**
- 9. Intervention de Mr le Député wallon Bernard WESPHAEL p. 37 à 39**
- 10. « Bruxellois et Wallons, même combat ! »
par Philippe VAN PARIJS, Professeur à l'UCL,
Co-rédacteur de l'Appel des Bruxellois p. 40 à 44**
- 11. Conclusion de l'Assemblée ouverte du 22 novembre 2010
par Robert COLLIGNON,
Ancien Ministre-Président du Gouvernement wallon p. 45 à 47**

Contacts MMW : Jean LOUVET- Président, rue Warocqué,62 7100 La Louvière
Michel GIGOT- Vice-Président, courriel : marius.gigot@skynet.be

**1. ALLOCUTION DE BIENVENUE ET D'INTRODUCTION DE L'ASSEMBLEE
OUVERTE DE CHARLEROI ,
par Jean-Jacques VISEUR, Bourgmestre de CHARLEROI**

Ndlr. : Etant donné l'identité de pensée et de formulation reliant son Allocution d'ouverture et son discours prononcé peu auparavant à l'occasion des Fêtes de Wallonie 2010, Monsieur le Bourgmestre Viseur a invité notre Rédaction à reproduire ci-après, à titre de compte rendu adéquat, la teneur intégrale de ce discours.

La Wallonie est face à son destin. Trop souvent galvaudée, cette expression correspond cependant bien à la situation actuelle. Les élections du 13 juin ont confirmé la volonté flamande d'un changement radical de la répartition des compétences en faveur des entités fédérées, d'une structure clairement confédérale et d'un financement des pouvoirs publics qui affaiblisse l'Etat fédéral et limite la solidarité tant interpersonnelle qu'interrégionale. Les négociations, qui se poursuivent, détruisent les illusions que beaucoup de francophones nourrissaient quant au sens de l'Etat fédéral des partis du nord du pays. Les plus modérés s'accommoderaient d'un compromis qui paraît déjà très éloigné d'un fédéralisme classique mais qui maintiendrait les grands principes de solidarité. Cependant, ce ne sont pas ces partis qui donnent le ton. Si, aujourd'hui, on ignore toujours si la NVA est accessible au compromis ou souhaite une dislocation rapide de l'Etat belge, on doit bien constater que ce parti s'inscrit résolument dans une vision disloquée de la Belgique et est rejoint par une large majorité de la représentation politique flamande.

La Wallonie ne peut donc plus entrer à reculons dans une nouvelle organisation des pouvoirs publics. Quelle que soit l'issue des négociations, la Wallonie disposera demain de plus de pouvoirs et donc de responsabilités. Elle sera ainsi, pour la première fois de son histoire, quasi entièrement maître de son avenir. Doit-elle aborder timidement cette situation nouvelle ou au contraire relever avec enthousiasme et détermination ce qui pourrait être une chance unique d'un développement maîtrisé ?

A l'issue de chacune des guerres mondiales du XXème siècle, le nationalisme, à qui on imputait la responsabilité première des conflits, faisait l'objet de toutes les critiques. La création de l'union soviétique, de la Yougoslavie et de la Tchécoslovaquie, la violente répression des volontés d'autonomie basque ou catalane voire corse ou bretonne indiquaient la volonté de privilégier l'Etat et le supranationalisme par rapport aux nations. La création de l'Europe des six dans les années 50 marquait la volonté de voir la supranationalité l'emporter. Le Général de Gaulle paraissait

archaïque lorsqu'il proclamait que l'Europe n'aurait d'avenir que si elle reconnaissait la primauté des nations.

Que reste-il de ce mouvement aujourd'hui. L'union soviétique, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie ont disparu et ont cédé la place à des nations. Là où des volontés d'autonomies régionales s'étaient manifestées, la réponse des Etats centraux a largement facilité l'autonomie. L'Europe elle-même concilie trois niveaux de décision : l'Europe supranationale, les 27 Etats et 200 régions foisonnantes d'initiatives et d'innovations économiques et sociales.

Le philosophe Edouard Delruelle constatait récemment qu'en ce début du XXIème siècle, le nationalisme était partout triomphant et que son succès était irrépessible. Poussant plus loin l'analyse, il relevait que les trois ingrédients d'un nationalisme triomphant étaient un territoire, une langue et une souffrance ou une frustration collective. Ce dernier élément est, selon Delruelle, le véritable moteur du nationalisme. Il permet de nourrir politiquement le mouvement. Toute concession obtenue du pouvoir central est considérée comme un droit acquis et la reconnaissance de la justesse du combat. Tout refus ou frein aux revendications renforce la frustration et vient rallumer les braises jamais éteintes.

Le nationalisme flamand répond bien à cette définition : les deux premières conditions, le territoire et la langue, sont clairement présents. A cet égard, on ne peut comprendre le problème BHV qu'au regard de cette volonté de consacrer un territoire non partagé. La troisième condition a trop souvent été mal comprise par les francophones. La psychologie collective des peuples est extrêmement difficile à identifier ou à mesurer. Nous ne comprenons pas la frustration des flamands vivant dans l'opulence et dont nous admirons le développement économique. Certes, nous reconnaissons que, dans le passé, la domination en Flandre d'une bourgeoisie francophone, le différentiel économique important entre la Wallonie et la Flandre, et ce jusque dans les années 60, l'injuste mépris à l'égard du néerlandais et l'attitude trop souvent condescendante des francophones ont généré une lourde frustration, mais la réalité historique bien différente de mythes comme celui de la guerre 14 où les officiers francophones auraient envoyé à la mort des soldats quasi exclusivement flamands qui ne comprenaient pas les ordres qui leur étaient donnés en français et surtout la prospérité actuelle de la Flandre et sa maîtrise des principaux leviers politiques et économiques de l'Etat Belge auraient dû, depuis longtemps, faire disparaître ces frustrations et ces peurs. Par ailleurs, la plus value Belgique, au sein de l'Europe, l'absence totale d'entraves au développement de la Flandre et le fait qu'il n'est absolument pas prouvé que le « goed bestuur » existe lorsque la Flandre gère elle-même une matière, tout cela nous paraît tellement évident que nous ne comprenons pas comment on peut consacrer tant d'énergie à cette affirmation nationaliste alors que les vrais problèmes du pays sont dans le développement économique et social et le maintien de notre modèle d'économie sociale de

marché. Nous ne comprenons pas non plus que la notion de solidarité, notamment interpersonnelle soit bafouée par des gens que nous côtoyons tous les jours et que nous apprécions.

Le problème est que nos réactions sont de l'ordre du rationnel alors que, comme l'explique fort bien Delruelle, la question est d'ordre passionnel par nature irrationnel.

Je pense donc que, quelles que soient nos réticences et nos incompréhensions, le mouvement est irréversible. La Flandre vogue vers une forme d'indépendance qu'elle atteindra tôt ou tard. L'expression de notre attachement à une Belgique qui ressemble de plus en plus à une coquille vide n'y fera rien et plus que jamais les paroles de Destrée prononcées, il y a près d'un siècle, le 15 août 1912 sont d'actualité : « Sire, il n'y a pas de Belges ».

Faut-il s'en effrayer comme le destinataire de la lettre le Roi Albert 1^{er} qui approuve l'analyse mais en refuse les conséquences ? Il réagit en disant : « Tout ce que Destrée dit est absolument vrai mais il est non moins vrai que la séparation serait un mal entraînant plus d'inconvénients et de dangers en tout genre que la situation actuelle ».

Un siècle plus tard la position d'Albert 1^{er} ne correspond plus à la réalité. La Wallonie doit donc oser la carte d'un nationalisme Wallon. Celui-ci doit être original car il n'a pas (et ce peut être un atout) ce moteur de l'humiliation ou de la frustration qui a porté les nationalismes basque, catalan, serbe, slovaque ou flamand. Il ne peut, comme ce fut trop souvent le cas des mouvements wallons, dans le passé, reposer sur la nostalgie ou les chimères d'un prétendu âge d'or lié au XIX^{ème} siècle et à son développement industriel réalisé au mépris des droits sociaux. Il ne doit pas se construire contre l'Etat central ou les autres régions qui nous entourent. En aucun cas, il ne doit être un repli frileux. Bref, il doit être un nationalisme d'un nouveau type qui repose sur la confiance en nous et en notre capacité d'exploiter au mieux notre potentiel. A nous d'initier ce nationalisme ouvert, sans complexes, avec la passion de l'innovation mais aussi d'une forte cohésion sociale autour d'un modèle de développement solidaire. Le passé récent illustre bien cette logique, cette force tranquille d'une nation wallonne. Parmi d'autres, on peut citer comme exemple le plan Marshall qui a associé dans un même effort pouvoirs publics, industries et universités. Les pôles de compétitivité ainsi créés sont de vraies réussites qui attirent investissements et emplois mais surtout changent les mentalités. L'apport de ce que chacun des partenaires a de meilleur illustre un superbe modèle de développement. La relation entre partenaires sociaux est aussi devenue facteur de progrès. Songeons à ce campus technologique qui, à Charleroi, sera un modèle unique de coopération pour la formation. C'est le fruit de l'action commune du patronat et des syndicats avec le soutien de la puissance publique. Il en est de même des efforts dans le secteur de la construction où syndicats, Confédération de la construction et Forem travaillent la main dans la main pour donner un personnel de qualité à ce secteur qui en a besoin. On peut aussi relever l'amélioration

constante de la gouvernance de la région. Bref, lorsqu'une matière est de la compétence de la Région wallonne, elle se gère de façon plus souple et plus efficace.

Il ne faut donc pas avoir peur de la construction d'un nationalisme wallon. Et ce pour trois raisons :

- **D'abord parce que, face à l'inéluctable, la pire attitude est celle de l'autruche.**

Rien, en ce début du XXIème siècle, ne peut endiguer le flot nationaliste flamand. Il faut donc en prendre acte et s'inscrire dans cette perspective. Ce n'est pas là capituler mais anticiper. Ne pas avoir de projet et ne pas se rassembler autour de celui-ci serait perdre un temps précieux.

- **Ensuite parce que le nationalisme en Europe cela marche sur le plan social et économique.**

Dans son pénétrant essai « *Flandre - Wallonie, quelle solidarité ? De la création de l'Etat Belge à l'Europe des Régions* », Michel Quévit démontre que le nationalisme est un facteur majeur de développement économique. Il relève que, dans l'Europe des régions, celles qui ont réussi leur affirmation « nationale » ont enregistré des taux de croissance assez fabuleux. L'exemple le plus frappant n'est sans doute pas la Catalogne, région bénie des dieux, qui, avec Barcelone, son tourisme mais aussi sa haute technologie et son développement industriel, est devenue, en Europe, la troisième région au plus fort développement mais le pays basque dont chacun ici sait à quel point cette région et sa capitale Bilbao me fascinent. Voilà une région humiliée pendant des décennies dont le martyre reste dans nos esprits grâce au Guernica de Picasso. Une région déchirée par le terrorisme aveugle de l'ETA, une région dont les industries de base et notamment la sidérurgie ont connu le même déclin qu'en Wallonie mais une région à la pointe de l'innovation dont la croissance économique durant la dernière décennie a été largement supérieure à la Wallonie mais aussi à la Flandre brisant l'idée qu'il y avait une fatalité au « maldéveloppement » ou au déclin des vieilles régions industrielles. Pour être plus précis, en 2005 le PIB du pays basque par habitant y était, par rapport aux régions de vieille tradition industrielle, de 130 alors que la Lorraine était à 92,5, le Nord-Pas-de-Calais à 88,6 et la Wallonie à 87,5. Le pays basque a ainsi rejoint les 25 régions les plus prospères d'Europe en assumant pleinement son destin.

- **Enfin parce que, en Europe, la région est partout l'instrument le plus pertinent de développement économique optimal.**

C'est surtout le cas de régions de vieille industrie qui ont éprouvé beaucoup de mal à se reconvertir mais qui, aujourd'hui, peuvent combiner tradition industrielle et innovation. Si on examine la situation en Europe, on s'aperçoit que ces régions comme Hambourg, la Sarre, le

Nord Rhein Westphalie ou encore la Lombardie, le Piémont ou la Ligurie ont, après une période de dépression et souvent par le biais de programmes d'investissements publics, valorisé leur tradition industrielle et contribué souvent de façon spectaculaire à la croissance européenne. Le comportement de la Wallonie après la crise de 2008 s'inscrit dans cette logique. La résistance à la crise y est plus forte et l'accrochage à la reprise, notamment allemande, y est plus rapide. Le rapprochement des centres de décision, la meilleure connaissance et compréhension des entreprises sont des atouts bien exploités.

BRUXELLES

Dans les prochains mois et années se posera le problème de Bruxelles et de ses relations avec la Wallonie.

Pour moi, mais cela n'engage évidemment que moi, Bruxelles ne fait pas partie de la Wallonie et ce serait une erreur de croire que la disparition de notre modèle national déboucherait sur une Flandre indépendante d'une part, une Belgique Bruxelles-Wallonie d'autre part.

Bruxelles est d'abord une métropole et une capitale. Les économistes spécialistes du développement régional ont bien décrit ce qu'ils appellent le « capital effect ». Il s'agit du développement d'un processus qui concentre dans des Villes régions ou Etats quasi totalement dédiés au tertiaire le pouvoir politique (doublé ici pouvoir européen) et le pouvoir économique accompagné d'un développement important de la démographie. C'est le cas des grandes capitales (Londres, Paris, Berlin). C'est aussi le présent et l'avenir de Bruxelles. Bien entendu ces régions capitales contribuent largement au développement des régions périphériques. La Wallonie a donc tout intérêt, comme d'ailleurs la Flandre, à servir de support à Bruxelles. Il est incompréhensible à cet égard que les flamands soient aussi hostiles au refinancement de Bruxelles qui va évidemment largement profiter tant à la Flandre qu'à la Wallonie.

Bruxelles est donc essentiel à notre développement mais je ne crois pas à une fusion des institutions. Bruxelles région à part entière mais évidemment ouverte à toute forme de coopération et de développement en commun avec ses régions voisines me paraît constituer un modèle de développement beaucoup plus efficace.

ET CHARLEROI DANS TOUT CELA ?

Il n'y a pas de région-nation prospère qui ne repose sur le développement de ses centres urbains et de ses métropoles. Pour contribuer à l'avenir de la Wallonie, Charleroi se doit de devenir un pôle important de développement et un modèle d'innovation.

- Charleroi avait besoin d'une remise en ordre sur le plan de sa gouvernance. Cela a été difficile et long, le travail n'est pas achevé mais nous sommes sur la bonne voie.
- Charleroi a besoin d'être reconnue dans ses multiples fonctions et a besoin pour cela d'un coup de pouce régional. Le prêt de 75 millions via le CRAC s'inscrit dans cette réalité.
- Charleroi a besoin d'un nouveau visage. Les projets publics et privés qui s'exécutent ou s'annoncent sur notre territoire en modifient profondément l'image. Travaux du métro et amélioration de la mobilité, Hôtel de police, Caserne des pompiers, Centre commercial Rive gauche, traitement futur de la Caserne Trésignies ou de l'Hôpital civil, nouveaux hôpitaux, nouvelles écoles, autant de signes tangibles que la première métropole wallonne rattrape le temps perdu et s'inscrit dans le futur.
- Charleroi a besoin de faire bouger les lignes et d'être le lieu de dépassement des clivages idéologiques, philosophiques politiques et sociaux : bassin d'enseignement, campus technologique, comité de développement stratégique, vaste coopération entre hôpitaux, pacte associatif et alliance exemplaire entre le tiers secteur marchand et le secteur public. C'est ici, à Charleroi, que l'innovation sociale s'épanouit et que se construit un nouveau modèle de société.
- Charleroi veut améliorer en profondeur l'accueil de la petite enfance et l'enseignement maternel et fondamental car elle croit que, parmi les moteurs de développement, le respect de l'égalité par ces instruments est prioritaire et déterminant.

-

Bref, Charleroi se veut et se doit d'être un atout essentiel pour la Wallonie

Mesdames,

Messieurs,

La métaphore de la caverne de Platon est une allégorie parmi les plus déterminantes pour notre société.

Des hommes enchaînés tournent le dos à l'entrée de la caverne. Ils ne voient sur les parois de celle-ci que leurs ombres et s'en effraient. L'un d'entre eux se libère et gagne la sortie. Il est d'abord cruellement ébloui par le soleil. Son premier mouvement est de retourner dans la caverne et dans le confort illusoire du passé. Mais s'il réussit à vaincre ce premier réflexe et cette peur, il s'accoutume à la lumière et découvre le monde réel plein d'espoir et d'ambitions. Cela ressemble assez à notre situation aujourd'hui. Dominons nos peurs et nos regrets. Osons sortir de la caverne. L'avenir de la Wallonie radieux, plein d'espérance et d'ambition est là et nous attend.

2. WALLONIE, IDENTITE, CULTURE,

par Jean PIROTTE, Historien émérite UCL,
Président de la Fondation wallonne Humblet.

La lente agonie de l'État belge n'est sans doute pas encore entrée dans sa phase terminale. Quant à l'éclosion épanouie de la Wallonie au milieu des soubresauts économiques et politiques, elle n'est pas encore prête d'arriver à terme. Pour nous qui faisons le choix de la Wallonie, deux choses semblent certaines dans un avenir immédiat.

- 1. Les évolutions en cours donneront aux entités fédérées de Belgique et, par conséquent à la Wallonie, davantage de prérogatives, de compétences et de moyens.
- 2. Ces moyens nouveaux, aussi importants soient-ils, suffiront difficilement à l'ampleur de la tâche énorme, mais enthousiasmante : faire émerger la Wallonie en contexte difficile.

Dans ces conditions incertaines, quel langage faut-il tenir sur la culture ? Suggérons deux principes d'abord, avant de déterminer les urgences du chantier culturel wallon.

A. Deux principes

1. Mobiliser les ressources culturelles. Cette mobilisation est capitale pour un renouveau de la société wallonne.

2. Se profiler une image. Il importe pour la Wallonie de se profiler une image dynamique, ouverte, à la fois citoyenne et solidaire, en rappelant la définition que donnait en 1983 notre premier Manifeste pour la culture wallonne : « Sont de Wallonie sans réserve tous ceux qui vivent, travaillent dans l'espace wallon ».

La culture dont il est ici question dépasse le concept élitiste entretenu dans la société bourgeoise d'hier, concept centré sur la jouissance des grandes œuvres de l'art et de l'esprit et sur la transmission d'un type de connaissances fournissant les codes de l'ascenseur social. Tout autant que les fleurons de la créativité d'hier et d'aujourd'hui, le domaine culturel englobe toutes les adaptations des groupes humains aux conditions physiques, les réponses apportées par ces groupes à leurs problèmes quotidiens, afin de se créer un demain. La culture est lutte, conquête sur l'âpreté du milieu physique, mais aussi conquête des sociétés sur leurs propres inerties et mécanismes

d'asservissement. La culture doit s'entendre en termes de projet, pour une société riche de son histoire, mais aussi soucieuse de se projeter dans un avenir. Nous touchons ici tous les environnements humains y compris la culture matérielle. On perçoit le lien fort avec l'organisation de la société.

Les économistes ont mis en évidence le rapport entre le développement et les facteurs culturels et mentaux. Les régions ayant le plus développé leur conscience d'être ont connu un épanouissement de leur économie. Les Wallons, souvent ignorants de leur passé et des potentialités créatrices de leur région, peuvent-ils en donner une image positive et attractive ?

L'image de la Wallonie est encore indécise. Des écrans nombreux subsistent. La fascination stérilisante de l'État belge d'hier, quoiqu'en chute nette ces derniers temps, occupe toujours une grande place dans les esprits. Par ailleurs, la Communauté française de Belgique et son cheval de bataille, l'idéologie de la « belgitude », représentation fourre-tout et narcissique, brouillent sans cesse l'image de la Wallonie en accaparant l'essentiel du culturel et du symbolique.

Enfin, dans le regard qu'il porte sur lui-même, le Wallon a trop facilement intégré des appréciations culpabilisantes sur un manque de dynamisme et une inaptitude à se gouverner. L'état d'humiliation ne peut devenir comme une seconde nature. De telles appréciations sont historiquement injustes : elles ne tiennent pas compte des problèmes épineux rencontrés par la reconversion et gomment le siècle et demi d'essor industriel au cours duquel la Wallonie a fait la prospérité de la Belgique. La situation que la Wallonie a héritée après ses heures de gloire ne peut être réglée en deux coups de cuillère à pot. Recréer une image dynamique, en mettant fin à une culture du déclin, va de pair avec une reprise économique et un renouveau social. Le renouveau wallon passe par une libération de notre manière de penser. Nous sommes bien ici dans un combat culturel ¹.

Il nous faut donc travailler le mental des Wallons, les aider à prendre conscience d'eux-mêmes, à se forger une image volontariste : c'est la Wallonie par choix. Cette culture wallonne à promouvoir n'est pas une fin en soi, une émanation sacralisée d'un quelconque destin intemporel. Cette culture n'est qu'un élément d'un « vivre ensemble démocratique et solidaire sur un espace commun ».

L'image dynamique à façonner de la Wallonie est une image ouverte, qui rejette la tentation d'un nationalisme toujours abject. Pour faire front face à des nationalismes qui chercheraient à

¹ Comme l'écrivait Luis Alberto Gomez de Souza à propos des surgissements libérateurs au Brésil : « Le dominé est dominé même dans ses idées, et sa libération passe par la libération de sa manière de penser » L.A. GOMEZ DE SOUZA, *Classes populares e Igrejas nos caminhos da historia*, Petropolis, 1982.

nous nier, nous devons élaborer le projet d'une Wallonie citoyenne, en refusant d'entrer dans les voies mimétiques d'un nationalisme répugnant. Victimes nous-mêmes de l'épuration culturelle à l'époque du « *Walen buiten* », nous n'entrerons pas dans le jeu de l'érection d'une citadelle nationaliste fondée sur des identités intangibles, sacralisées et négatrices de l'autre.

B. Les urgences du chantier culturel

Comment délimiter le périmètre du vaste chantier culturel qui va s'ouvrir pour les Wallons ? Comment montrer aux décideurs politiques, sociaux et économiques que ce chantier est capital pour l'avenir wallon ? Nous devons cibler avec discernement les priorités, sans gaspillage des deniers publics, qui seront aussi rares demain qu'aujourd'hui. Je trace ici les cinq grandes avenues de l'urgence dans le chantier culturel wallon.

1. Axer sur les régions. La nouvelle architecture d'un État belge délesté doit être axée sur les régions et non sur les communautés. La partition entre deux grandes communautés linguistiques ne peut être que destructrice, puisque centrée sur des identités culturelles qui finissent par s'affronter dans le repli identitaire ou l'exaspération nationaliste.

Dans l'intérêt et des Bruxellois et des Wallons, Bruxelles doit être reconnue dans son intégrité comme entité fédérée à part entière. Conforter Bruxelles comme région autonome est la condition même d'un partenariat équilibré avec la Wallonie. Une autonomie analogue doit être accordée aux Germanophones, si tel est leur choix.

Mettre l'accent sur les régions implique que la gestion de leurs ressources culturelles leur soit attribuée. Accaparées administrativement par la Communauté française et masquées symboliquement par l'idéologie de la « belgitude », les compétences culturelles doivent au plus vite entreprendre leur migration vers les Régions. Ces compétences sont indispensables pour un épanouissement plénier tant de la Wallonie que de Bruxelles.

2. Construire une image dynamique de la Wallonie. Il importe au plus vite de profiler une image forte de la Wallonie, qui donne confiance aux citoyens, qui rende aux Wallons la fierté d'être eux-mêmes. Les compétences dans le domaine de l'enseignement nous font encore défaut pour mettre en œuvre tous les ressorts symboliques du passé et du présent. Toutefois, des compétences actuelles dans le domaine du patrimoine et du tourisme peuvent être utilisées à bon escient pour donner de la Wallonie une image valorisante de l'intérieur et attractive de l'extérieur : le patrimoine de la Wallonie, ses richesses paysagères, la créativité artistique, technique et sociale des Wallons dans le passé et le présent sont des armes non négligeables pour briser l'enfermement culpabilisant.

Deux éléments de l'actualité immédiate peuvent être mis à profit : d'une part, les crises à répétition de l'État belge ont fait prendre conscience à de nombreux Wallons de la nécessité d'émerger ; d'autre part, de légers frémissements de l'économie wallonne semblent faire souffler un vent d'espoir, propice pour remodeler une image plus dynamique et optimiste.

3. Investir dans la connaissance et les talents. Investir dans la connaissance, nous semblerait une utopie tant que la Wallonie ne détient pas de compétences réelles en ce domaine. Pourtant, nous devrions de façon urgente investir au maximum dans l'enseignement, du maternel au fondamental, du général au technique et au professionnel, mais aussi dans la recherche.

Aussi longtemps que le rapatriement des compétences ne sera pas acquis à la Wallonie, nous serons contraints d'utiliser notre imagination et de trouver des voies de traverse pour atteindre par la marge le domaine de l'enseignement. On a pu ainsi donner d'utiles coups de pouce à l'apprentissage des langues. En poursuivant l'effort, nous devons tenter de circonvenir le domaine de l'enseignement en portant un intérêt accru à tous les secteurs de la connaissance, tant pour améliorer le niveau général dès le plus jeune âge que pour encourager l'excellence. L'importance croissante de l'immatériel pour l'économie ne peut être ignorée. Après le tassement de son industrie lourde, la Wallonie doit chercher les voies de son demain en promouvant avec force la qualification technique, scientifique et intellectuelle des jeunes. Il nous faut retrouver la joie des découvreurs.

4. Réinvestir les médias. Les évolutions historiques ont fait qu'à l'heure présente les grands médias qui font l'opinion ne sont guère pensés en Wallonie. La Wallonie n'est plus comprise des grands décideurs médiatiques, ni dans ses réalités profondes, ni dans ses aspirations. L'idéologie de la « belgitude » fait un écran opaque entre les lecteurs wallons et les réalités qu'ils vivent. Or, les médias, écrits, parlés, audiovisuels sont aussi financés par les Wallons et nous payons cher, au mieux pour être ignorés, au pire pour être dénigrés. Cette aliénation est grave : nous voyons le monde par des yeux qui ne nous comprennent plus.

Notre droit à l'expression publique ne peut être confisqué par le conformisme de la belgitude. Il nous faut convaincre les décideurs sociaux, économiques, culturels et politiques que la construction de la Wallonie en vaut la peine ; pour cela, nous devons pouvoir compter sur des médias qui nous comprennent. Il nous faut forcer les médias écrits audiovisuels, à prendre au sérieux la Wallonie, non seulement par notre insistance obstinée, mais surtout par la qualité de notre réflexion. N'hésitons pas à redire à cette partie des gens de plume et de parole qui, du haut de leur balcon, ont distillé des propos diffamants sur cette communauté humaine qui pourtant les porte et les fait vivre, que la Wallonie a besoin de leur solidarité et de leurs talents.

5. Construire une culture politique et citoyenne. Loin de n'être qu'un divertissement de mandarins, la culture touche aussi la compréhension de l'espace public. Comment inciter les Wallons à se réapproprier l'espace public actuellement brouillé par un désintérêt simpliste pour le politique, voire un mépris, accru par les incohérences de l'État fédéral ?

De plus, la partitocratie et la présidentocratie ont souvent stérilisé les débats. Nos élus eux-mêmes ont rarement osé une parole libre dans le passé récent ; endossant le prêt-à-penser présidentiel, ils ont fini par ne plus guère avoir de pensée libre. En ces temps cruciaux, la faiblesse des débats au Parlement wallon est tristement révélatrice.

Avec nos élus à tous les niveaux, osons une culture du débat en secouant ce joug infantilisant afin de redonner un sens à la Wallonie qui a perdu ses repères. Pour recréer un espace public citoyen, une *res publica* démocratique et solidaire, il nous faut libérer la parole et la pensée, briser les tabous du conformisme, mais aussi rejeter les slogans populistes, en bref, restaurer notre dignité de citoyennes et de citoyens. Ce combat est aussi un combat culturel.

L'« après-Belgique », nul n'en connaît ni le jour ni l'heure, mais elle nous prendra à coup sûr au dépourvu si les présidents de partis empêchent nos élus de sortir la tête du sable : tantôt en dépoussiérant des slogans dépassés, fantômes de la Belgique unitaire ; tantôt en agitant la menace d'un « Plan B » sans consistance ; tantôt en subordonnant les intérêts wallons à une chimérique unité d'action avec des collègues du Nord.

Conclusion

Pour conclure, je rappelle l'urgence, en ces temps où la Wallonie est confrontée à de nouveaux défis, de retrouver une entente dans l'action. Ne serait-il pas opportun, aussi longtemps que les Wallons n'auront pas une image d'eux-mêmes plus épanouie, de mettre entre parenthèses provisoires nos querelles gauloises, stérilisantes, entre régionalistes wallons et indépendantistes, entre régionalistes et ceux qui prônent un rapprochement avec nos voisins du sud ?

Une plate-forme commune serait pourtant aisée à dessiner : quel que soit le cadre politique et institutionnel futur, faire le choix de la Wallonie en valorisant au mieux les potentialités réelles d'autonomie que les réformes en gestation donneront nécessairement dans une Belgique qui s'évapore. Pour l'heure, la raison semble dicter une alliance tactique autour de l'émergence de la Wallonie, afin qu'elle jouisse des moyens pléniers de son épanouissement social, économique et culturel.

Calmement, mais avec détermination, donnons-nous les moyens de prendre en mains avec dignité le destin de la Wallonie le jour où l'État fédéral sera définitivement grippé. Quel que soit le cadre institutionnel futur, quelles que soient les difficultés de demain, il n'y a aucune raison de douter d'un peuple conscient d'exister, qui lutte et se bat. Il s'agit de construire une Wallonie libérée des complexes de déclin, bannissant l'agressivité et « poreuse à tous les souffles du monde ».

Je termine en reprenant cette affirmation d'André Malraux : « La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert »².

² André MALRAUX, *Oraisons funèbres. Hommage à la Grèce*.

3. « Nous voulons une véritable citoyenneté wallonne ! »

Intervention de **Thierry BODSON**
Secrétaire général de l'Interrégionale wallonne de la FGTB

La FGTB wallonne est née du combat pour une Belgique fédérale basée sur trois (voire quatre) Régions. Rappelons-nous la Grande Grève de l'hiver 60-61 et le discours régionaliste d'André Renard : un combat nécessaire à l'époque... et toujours pertinent aujourd'hui.

« Choisir » la Wallonie, ce n'est pas opter pour un régionalisme exclusivement économique. Pour qu'elle prenne son destin en main, il faut que la Wallonie ait en sa possession tous les leviers de son développement. Il est donc temps que notre Région se réapproprie des domaines tels que la culture, l'enseignement...

C'est pour ces raisons que la FGTB wallonne a inscrit dans les résolutions de son dernier Congrès, en mai 2010, le transfert de l'ensemble des compétences de la Communauté française vers la Région wallonne. En effet, la Communauté française est, pour nous, un niveau de pouvoir public qui ne permet pas le développement de politiques différenciées répondant aux besoins spécifiques de la Wallonie, ainsi que de Bruxelles.

Seul un véritable projet de société wallon permettra de développer une « citoyenneté » wallonne à part entière qui tienne compte des spécificités de la Région mais aussi de ses sous-régions.

Un projet de société wallon pour le fédéralisme de demain

Opter pour un régionalisme à large spectre qui développe l'économie, l'industrie, le travail mais aussi la culture, le patrimoine, les médias, l'enseignement... c'est aussi permettre à notre Région d'avoir sa juste place au sein de la Belgique fédérale.

En effet, nous sommes aujourd'hui à un tournant de l'histoire du fédéralisme belge. Le résultat des élections de juin 2010 est sans appel : en votant massivement pour la N-VA, les électeurs flamands ont exprimé leur volonté de réformer l'Etat de fond en comble.

Force est de constater que, si les Flamands ont défini leur vision du régionalisme et comptent bien l'imposer aux autres Régions, les négociateurs francophones, et donc wallons, sont en manque

d'un projet de société clair. Par conséquent, les propositions de réformes prennent toujours la même direction (le Nord !) et les francophones avancent « à reculons ». Ils sont sur la défensive et semblent vouloir uniquement satisfaire au plus vite l'appétit vorace – et jamais rassasié – de la N-VA.

./.

En tant que FGTB wallonne, nous voulons que la réforme de l'Etat respecte des principes que nous ne cesserons d'exprimer. En effet, il est avant tout indispensable de maintenir la solidarité interpersonnelle entre tous les travailleurs (actifs et non actifs) mais aussi entre les Régions. Cette solidarité passe notamment par le maintien de la Sécurité sociale et du droit du travail au niveau fédéral. Une solidarité qui est compatible avec la volonté de développement de notre Région.

Par ailleurs, nous refusons catégoriquement que toute réforme de l'Etat entraîne de lourdes pertes pour l'une ou l'autre Région. En effet, si transfert de compétences il y a, il ne faut pas y appliquer un modèle plus approprié à une Région qu'à une autre. Il est en outre primordial d'analyser l'intérêt et la pertinence de tout transfert de compétences envisagé.

Enfin, pour les compétences qui seront transférées, il est essentiel que les interlocuteurs sociaux continuent à avoir leur place et à être consultés. Il est hors de question de mettre à mal la concertation sociale à quelque niveau que ce soit.

C'est en respectant ces principes que la Wallonie de demain peut se faire une place, se construire et se développer.

Telle qu'elle est menée actuellement, la réforme de l'Etat ne simplifie rien... que du contraire !

La plupart des transferts de compétences envisagés se ferait vers les Communautés et non les Régions. Par ailleurs, si les propositions actuelles sont adoptées, nous devons être conscients que la future réforme de l'Etat se fera en défaveur de la Wallonie. La Région y laisserait des plumes en perdant des moyens importants parmi lesquels : 200 millions d'euros en moins en cas de transferts de nouvelles compétences en matière d'emploi, 100 millions d'euros en moins (en 2022) en raison de la modification de la Loi spéciale de Financement. Sans oublier la participation des Régions aux efforts budgétaires et aux mesures d'austérité.

Les transferts de compétences sur la table des négociations manquent donc totalement de cohérence. Pire, on nous fait croire que le développement d'une Région passe uniquement par

plus de compétences et plus de moyens... sans donner plus d'autonomie à la Région. Comment améliorer le développement d'une Région si les budgets qui lui sont transférés ne peuvent être dégagés pour des projets, des politiques qui collent davantage à sa réalité économique, sociale et culturelle?

4. INTERVENTION DE Thierry CASTAGNE, Directeur Général d'AGORIA WALLONIE.

Mesdames, Messieurs,

« C'est avec curiosité que l'on entendra, plus inattendu et inhabituel dans pareil cénacle, un représentant patronal en la personne de Thierry Castagne, directeur général d'Agoria Wallonie, la fédération de l'industrie technologique. » C'est en ces termes que La Libre du 17 novembre commentait le programme de la réunion de ce soir du Mouvement pour le Manifeste wallon. Soyons clairs d'emblée, en répondant favorablement à l'invitation qui nous a été faite par les organisateurs, il ne s'agit pas pour Agoria ni pour moi d'une démarche militante. On ne m'a pas invité à signer ni à adhérer au Mouvement. Ma participation vise simplement à contribuer au débat démocratique sur l'avenir et l'identité de notre région. Bref, à faire entendre une voix, celui de l'industrie technologique wallonne, qui mérite d'être entendue au sein de pareille assemblée, à côté des interventions politiques, syndicales, académiques.

Quelle est notre position dans ce contexte ? Je vous la livre en 6 points.

1. Dans un Etat démocratique, ce sont les élus qui décident.

Au lendemain des élections de juin, Agoria diffusait un communiqué de presse sur le titre « éviter à tout prix l'immobilisme ». Nous en appelions à une formation du gouvernement et aux réformes nécessaires pour sortir de l'immobilisme dans lequel, il faut bien avouer, l'Etat est englué depuis des années. Car les urgences pour les entreprises mais également pour la population sont économiques et sociales. Le pays n'est pas encore sorti de la crise financière et doit faire face sans tarder à l'assainissement budgétaire (22 milliards € à trouver) ainsi qu'au défi relatif au vieillissement. Bref, régler de manière résolue, équilibrée et décomplexée le dossier difficile des réformes institutionnelles est, tout le monde en convient aujourd'hui, la seule voie.

Rappelons toutefois une évidence. Dans un Etat démocratique, ce sont les élus qui décident. De plus, la discrétion, dans tout processus de négociation difficile, est la règle si on veut réellement aboutir à un accord. N'attendez donc pas aujourd'hui de déclarations tonitruantes ni sur les matières à régionaliser, ni sur la réforme de la loi de financement des entités fédérées.

Le seul message que nous exprimons à nouveau est « la réforme, il faut y aller et sans tarder ».

2. Pour Agoria, la Wallonie (la régionalisation), cela fonctionne.

Agoria ne s'inscrit pas dans une démarche politique sur le plan institutionnel, mais dans une optique pragmatique et volontariste. Dès que les réformes sont votées, notre fédération adapte ses structures, ses politiques, ses ressources pour répondre au mieux aux besoins des entreprises dans un environnement donné. C'est ainsi que dès les années '80, notre fédération -qui reste une asbl fédérale- a modifié sa structure en instaurant des directions générales ainsi que les conseils de direction régionaux (composés des chefs d'entreprises). Ces instances régionales sont dotées d'une large autonomie.

Et cela fonctionne : l'aile wallonne de la fédération a été de tous les projets utiles au développement économique depuis des décennies : 3 exemples pour vous en convaincre.

Les centres de compétences □ comme Technifutur-Technofutur créés à l'initiative des partenaires sociaux et associant le Forem, l'enseignement, ...,

Les pôles de compétitivité □ dans le cadre du plan Marshall comme Mecatech ou Skywin,

Les politiques visant à réduire les émissions de CO2 dans □ l'industrie (-18%) via les accords de branche signés par Agoria, ...

Ces 3 initiatives wallonnes ambitieuses et partenariales sont montrées en exemple par l'Europe et attirent même l'intérêt de la Flandre. J'y reviendrai.

3. La Wallonie d'aujourd'hui, c'est mieux qu'hier mais moins bien que demain...

Soyons honnêtes. Cela va mieux en Wallonie, mais les progrès devraient encore s'accélérer et prendre une plus grande ampleur. Le sens de l'urgence et du changement doivent demeurer la priorité politique et être partagée par toute la population wallonne qui n'est généralement pas assez consciente de l'état réel dans lequel la région se trouve...

Prenons quelques indicateurs qui illustrent cette évolution positive mais aussi l'écart qui reste à combler.

Le **PIB** wallon par habitant s'élève à 83 de la moyenne européenne (des 27). La croissance moyenne du PIB pour la période 2002-2008 s'élevait à 1,7% en Wallonie mais contre 2% en Belgique (2,1% en Flandre).

Le taux de **création nette d'entreprises** (à savoir le taux de création brut moins le taux de disparition brut) s'élevait pour la période 2000-2008 à 3,3% en Wallonie mais contre 3,8% en Flandre.

Le **taux de chômage** selon la définition du BIT en 2009 s'élève à 11,2% en Wallonie pour 5% en Flandre et 15,9% à Bruxelles. Signe encourageant, la diminution du nombre de demandeurs d'emploi sur la période juin2004-juin2010 est plus importante en Wallonie (-10.381) qu'en Flandre (-5.103).

Le **taux d'emploi**, même s'il est en croissance, reste encore trop faible (57% de la population active en Wallonie, contre 68% pour la moyenne européenne des 15).

Évolution positive pour les **exportations** wallonnes, mais encore insuffisante. Les parts régionales dans l'ensemble des exportations belges entre 2007 et 2009 sont passées, pour la Wallonie de 17,6% à 19,2% contre, pour la Flandre, 80,4% à 78,5%.

Les scores en matière d'**investissement étrangers** s'améliorent également. Dans son baromètre 2010 de l'attractivité en Belgique, Ernst & Young relevaient déjà 57 investissements en Wallonie (soit +17 par rapport à l'année antérieure) contre 64 en Flandre (-10) et 25 à Bruxelles (-3).

Une évolution saluée par Agoria de la politique économique □ régionale basée sur une **politique industrielle sélective au travers des Pôles de compétitivité du Plan Marshall ainsi que des clusters**, politique qui n'a pas manqué de retenir l'attention de nos amis flamands. Quelques chiffres : fin 2009, au terme de 5 appels à projets, 128 dossiers industriels basés sur des réseaux d'entreprises et des centres de R&D ont été soutenus pour un budget public de 235 millions€, sans compter les investissements privés. Il faut y ajouter le 388 millions€ prévus sur 5 ans par le plan Marshall 2.vert qui s'annonce prometteur, le 6e appel qui vient de se clôturer dénombre 36 projets supplémentaires labellisés par le Gouvernement wallon

4. La Wallonie en sortira après avoir fait encore davantage d'efforts

Je le signalais à l'instant. Les choses bougent en Wallonie mais le chemin reste long et difficile s'il on veut réduire les écarts avec la moyenne européenne ou les régions avoisinantes.

Selon le Professeur Pagano de l'UMons, dans un scénario extrême où chaque région devrait vivre avec ses propres moyens, les wallons devraient réduire de 15 à 20 % leur train de vie... ou bien le maintenir en recherchant 15 à 20% de recettes supplémentaires, ce qui est bien entendu inconcevable dans un pays, une région où les prélèvements fiscaux et sociaux figurent parmi les plus élevés au monde.

La responsabilisation financière qui s'annonce pour les régions conduira inévitablement à faire plus avec moins. Se posent inévitablement les questions de l'efficacité et de la simplification du

fonctionnement de nos institutions, ainsi qu'au final, d'une gestion optimale des dépenses publiques.

Les efforts doivent être consentis par tous. Les entreprises sont également concernées en intensifiant leurs efforts, soutenus par le gouvernement, de développement économique. Bien entendu, en intensifiant les efforts portant sur l'innovation, les investissements, la formation, les exportations, l'esprit d'entreprise.

Mais le marché du travail doit aussi être repensé en concertation avec les partenaires sociaux, sans tabous. Agoria reste attaché au maintien des relations collectives du travail au niveau fédéral tout en prenant en compte les spécificités et compétences régionales, par exemple en matière de formation, d'emploi. Et d'insister qu'il est inévitable que la région qui affiche le plus grand retard sur le plan économique a besoin plus que les autres de mesures fortes pour améliorer la compétitivité des entreprises ainsi qu'un environnement attractif sur la plan des relations sociales dans les entreprises. Nous y travaillons avec nos partenaires syndicaux dans l'industrie technologique.

5. Réformer selon le critère de l'efficacité.

J'appuierai ici le message prononcé fin octobre par le président de l'UWE. « Qu'on le veuille ou non, nous allons inmanquablement vers plus d'autonomie des régions, vers une plus grande responsabilisation des régions et de leurs revenus ». La régionalisation doit répondre à 3 critères :

Viser **l'efficacité** accrue dans la fonction publique,

S'inscrire dans la convergence européenne,

Garder une masse critique de moyens.

Et de poursuivre en disant que « la Wallonie n'a pas à avoir peur de cette évolution. Elle a démontré à maintes reprises qu'elle pouvait relever des défis importants. »

Prenons un exemple concret qui illustre bien l'exigence d'efficacité dans un contexte de régionalisation accrue.

L'enseignement. Selon tous les économistes, l'enseignement francophone bénéficie d'un financement se situant dans le peloton de tête des pays européens. Pourtant, les établissements d'enseignement se plaignent d'un manque cruel de moyens. Sans parler des performances de l'enseignement obligatoire qui restent, en moyenne, bien inférieures aux attentes et médiocres selon les comparaisons internationales. Sans tabou, ne pouvons-nous pas penser à faire mieux en repensant l'organisation et l'efficacité de notre système scolaire. Sujet difficile s'il en est... Peut-être en commençant par l'enseignement qualifiant qui pourrait davantage se rapprocher des

compétences de la formation professionnelle et de l'emploi. En tant que président de centres de compétences, j'ai pu par le passé mesurer l'intérêt de décloisonner les offres d'enseignement et de formation en permettant un partage de ressources pour l'accès aux équipements, les stages et la formation en alternance des élèves, le recyclage des enseignants, le partage des ressources pédagogiques... à Technofutur à Charleroi ou à Technifutur à Liège, il est fréquent de voir une jeune de l'enseignement technique fréquenter du personnel d'entreprise et des demandeurs d'emploi à l'occasion de formation en soudage, en mécanique, en informatique.

Mais reconnaissons-le. Quel labyrinthe institutionnel que d'organiser de telles collaborations ? Quel gaspillage de temps, d'argent, d'énergie à passer à des tâches administratives sans aucune valeur ajoutée.

6. La Wallonie passe par Bruxelles

Brussels South Charleroi Airport... le nom de l'aéroport de Charleroi. Tout un symbole.

Pour ceux qui en doutent encore, l'affirmation et le développement de la Wallonie passent par une coopération renforcée avec la Région de Bruxelles-Capitale, et ce notamment sur les plans économique, social, de l'enseignement.

Pour conclure, je rappellerai qu'Agoria en Wallonie a l'ambition de relever, avec les différents acteurs concernés, les défis du futur, dans un contexte de réforme institutionnel. Cela passera d'abord par une prise de conscience plus marquée de la part de la population de la situation réelle de la Wallonie et des efforts à accomplir pour son développement. Et ensuite, de créer une rupture dans notre évolution, en basant nos politiques sur les principes de l'efficacité et de l'excellence, en vue de rattraper la moyenne européenne.

Dans ce cadre, la Wallonie par choix et pas par défaut, est le chemin qui conduit au succès pour tous.

5. REGIONALISER L'ENSEIGNEMENT : POURQUOI ? ET COMMENT ?

Intervention de Christiane CORNET,

Secrétaire Générale de la C.G.S.P.-Enseignement

Régionalisation de l'enseignement.

Cette revendication, l'aile wallonne de la C.G.S.P.-Enseignement (rejointe un peu plus tard par la F.G.T.B. wallonne) la porte depuis 1995 envers et contre la plupart des responsables politiques et contre l'aile bruxelloise de l'organisation, même si nous constatons qu'aujourd'hui, leur position est moins visiblement tranchée.

Qu'est-ce qui nous motivait à l'époque et nous motive encore aujourd'hui ?

D'abord, je citerai l'incapacité de la C.F. d'être un pouvoir public fort doté de réelles capacités financières (puisque dépourvue d'autonomie fiscale).

Les constats d'échec en cette matière sont légion.

Depuis sa création, la C.F. est confrontée à une impécuniosité permanente.

Et on ne peut que saluer la prudence actuelle en matière de révision de la Loi Spéciale de Financement puisqu'il s'agit de transférer des compétences et les moyens budgétaires pour les assumer.

L'enseignement l'a déjà payé très cher.

Brièvement, les conséquences les plus importantes aujourd'hui sont de 5 ordres :

- De multiples sacrifices (emplois – conditions de travail – dévalorisation du métier dont aujourd'hui nous subissons les conséquences).
La C.F., pouvoir public, est incapable de placer ses travailleurs dans des conditions telles qu'ils puissent accomplir pleinement leurs missions.
- Des choix défavorables à la notion même de Service Public.
L'enveloppe fermée pousse vers la privatisation (PPP) et vers une autonomie accrue...
- Des appels incessants aux régions et presque exclusivement à la région wallonne, ce qui rend les relations entre C.F. et R.W. principalement d'ordre financier, avec des effets visuellement timides et peu transparents.
- L'isolement de certains facteurs (en l'occurrence ici l'éducatif et le culturel), ceux qui en théorie ne sont pas rentables mais coûtent (alors qu'ils constituent un investissement pour la société, pour les générations futures) dans une enveloppe fermée, c'est-à-dire non directement financée par l'impôt. Cet isolement permet de mener des politiques néolibérales d'allègement de la fiscalité des entreprises – essentiellement – sans réaction directe

de l'opinion publique puisqu'il n'y a pas de lien direct entre enseignement et culture d'une part et politique fiscale de l'autre.

- Mais aussi et surtout parce que la C.F. n'a guère d'autre projet que sa propre survie. Son incapacité à réformer en profondeur (je souligne en profondeur car des efforts ont été faits lors de la législature précédente) un système éducatif structuré en paliers de relégation (effet toboggan) qui laisse sans certification, dans le qualifiant par exemple, 30 % de la population scolaire. Car pour nous, régionaliser n'est pas un projet en soi.

Régionaliser, c'est avant tout un moyen pour réaliser notre projet éducatif, qui est bien entendu un projet de société, qui répond aux critères d'unicité et de cohérence.

Nous voulons une école non pas équitable au sens où certains l'entendent, mais une école égalitaire qui joue pour tous les gosses le rôle d'ascenseur social.

Aujourd'hui que le fait régional s'impose et que le débat institutionnel, en ce compris ce qui concerne l'enseignement, ne peut plus être centré sur une position défensive, établie en fonction de la Belgique actuelle et des stratégies flamandes, il n'est plus question de nous « racrapoter » sur les structures existantes par défaut. **Il nous faut un projet politique, un vrai projet politique wallon.**

Comment construire ce projet économique, social, mais qui ne saurait se développer sans dimension culturelle au sens large, si la Wallonie n'a pas la maîtrise des compétences d'enseignement et de culture ?

Réunir les compétences relevant du non-marchand et celles du marchand pour qu'un enseignement démocratique soit en prise directe avec les réalités économiques (sans allégeance), culturelles et sociales d'une région garantit en retour un dynamisme indispensable à son développement.

Tous les facteurs (éducatif, social, économique...) sont indissociables et interdépendants.

Et Bruxelles dans tout cela ?

Est-il question, comme certains nous en font le procès, de mettre les petits Bruxellois à la rue ?

Citons, à l'appui de notre aspiration à la régionalisation de l'enseignement, la réalité de terrain, les besoins spécifiques aux régions bruxelloise et wallonne.

Les constats diffèrent, les besoins aussi, notamment en ce qui concerne la maîtrise de la langue de l'enseignement, l'apprentissage des langues étrangères, l'accueil des primo-arrivants, l'enseignement qualifiant, ...

Nous avons plus besoin d'une véritable coopération facilitée (les accords sont très longs à négocier) **que d'une unicité qui pénalise les deux entités.**

C'est possible si parallèlement la région bruxelloise est renforcée.

Notre souci est de maintenir des solidarités entre les deux régions. Il sera pour cela nécessaire de créer une structure bi-régionale assurant l'unicité des titres et des barèmes, par exemple et la mobilité des étudiants et des enseignants entre les Régions.

Nous avons donc élaboré une démarche par étapes, démarche empreinte de pragmatisme guidée par les deux fils conducteurs que je viens de citer, c'est-à-dire le maintien des solidarités et la structure bi-régionale.

Et dans l'immédiat ?

En fonction de notre analyse et en fonction de nos perspectives, nous prendrons part aux débats concernant le transfert du réseau C.F. vers un autre P.O. et le projet de réforme du paysage institutionnel de l'enseignement supérieur et plus particulièrement sur la création de pôles, sans faire écho aux velléités sous régionalistes mais en veillant à ne laisser personne – et pas les carolos – de côté.

Par ailleurs, nous réclamons la mise en place au niveau de la Région wallonne d'une coupole coordonnant les bassins scolaires wallons.

Voici des éléments qui méritent assurément développement et dont je discuterai avec vous avec plaisir.

Je vous remercie pour votre écoute.

6. INTERVENTION DE Tony DEMONTE, Secrétaire général adjoint de la CNE.

Mesdames, Messieurs,

Chers amis et camarades, bonsoir.

Comme le dit l'adage, à quelque chose malheur est bon

Qu'on le veuille ou non, le débat sur l'autonomie et l'identité wallonne, ou du moins toute son acuité actuelle vient en réaction au nationalisme et aux désirs séparatistes flamands.

Ce contexte malheureux a au moins le mérite de nous obliger à nous questionner sur notre avenir collectif et nous ne pouvons que nous réjouir de l'organisation d'un débat comme celui de ce soir.

Cela étant, Il n'en est pas moins vrai que sans cette flambée séparatiste, la Belgique fédérale, sans doute relookée, adaptée profitablement aux réalités des uns et des autres, continuerait d'assurer un bien-être général qui sans être parfait reste enviable pour les peuples d'une très grande majorité des pays du monde.

Dans ce sens, je tiens à rappeler qu'en 2007, notre organisation critiquait la stratégie de la classe politique francophone qui consistait à refuser toute réforme de l'état. L'avenir nous a donné raison puisque c'est bien cette stratégie du refus qui a radicalisé l'opinion politique flamande et a fait de la NVA le premier parti de Flandre.

Mais bon, nous n'en sommes plus là, et que la mission de Vande Lanotte soit fructueuse ou non, la Belgique institutionnelle va changer en profondeur.

En 2007 déjà, le front commun syndical CSC-FGTB prenait une position claire sur le caractère fédéral de la sécurité sociale et de la solidarité interpersonnelle. Nous nous opposions aussi à toute réforme fiscale qui permettrait une concurrence déloyale entre les régions tout en privant le niveau fédéral des moyens nécessaires à son fonctionnement. Le front commun rappelait aussi son attachement à un état fédéral reposant sur trois régions à part entière, Bruxelles devant aussi être financé correctement.

Cette position n'a pas changé. Nous voulons ici réaffirmer la position du front commun syndical car nous savons que derrière les tentatives d'affaiblir la sécurité sociale en la régionalisant, ou pire en la communautarisant, se profile la volonté de certains d'en privatiser certaines branches et d'en réduire d'autres à peau de chagrin.

Dans ce sens, même si ce n'est pas vraiment l'objet du débat de ce soir, je voudrais évoquer tout de même une réalité flamande qui nous préoccupe tout autant que la montée du nationalisme et du séparatisme : 60 % des élus flamands au parlement fédéral représentent des partis qui veulent privatiser tout ce qui rapporte en sécurité sociale, qui veulent limiter l'assurance chômage dans ses

montants et dans sa durée, qui veulent limiter le droit de grève, qui veulent détricoter la concertation sociale et affaiblir le rôle des syndicats et des mutuelles.

Alors plus que des questions identitaires, la question centrale est pour nous, comme belges et comme wallons : « quel système économique et social voulons-nous dans une Belgique reposant sur et dans des régions de plus en plus autonomes? »

J'espère en tout cas, si la Flandre politique voulait nous imposer le démantèlement de nos acquis sociaux, que la classe politique francophone sera au moins aussi radicale pour protéger les citoyens-travailleurs qu'elle ne l'a été pour protéger les droits linguistiques des francophones de Hal et de Vilvorde.

Un passé récent nous donne à craindre sur ce sujet. Je pense ici au calamiteux pacte des générations sur lequel les consensus nord-sud ont été très facilement et très rapidement trouvés, au grand dam des travailleuses et des travailleurs de toutes les régions du pays.

Mais revenons à nos moutons. Nous disons clairement que pour nous, une réforme institutionnelle qui transférerait plus de pouvoirs, de compétences et de moyens aux régions n'est pas un but en soi. Ce qui nous intéresse au premier chef, c'est de voir en quoi ces transferts vont rendre plus efficaces les politiques socio-économiques et surtout comment elles peuvent améliorer la vie des citoyens.

Bref, comme je l'ai déjà évoqué plus haut, ce qui est prioritaire pour nous à l'avenir, c'est la définition d'un projet de société progressiste et solidaire, qui remet citoyens et citoyennes au centre de toutes les politiques.

Je conclurai en disant que notre volonté de garder un cadre fédéral important n'est pas du tout opposé à l'affirmation de notre identité wallonne. Au contraire, nous voulons participer à la construction d'une Wallonie enracinée dans son passé mais résolument tournée vers l'avenir et ouverte sur le monde, à fortiori sur les autres régions et communautés du pays et de façon plus évidente encore coopérant en permanence avec la région bruxelloise composée très majoritairement de francophones.

Cette Wallonie doit être décomplexée, consciente de ses possibilités, d'où serait exclu tout repli sur soi et où seraient valorisées toutes les richesses interculturelles de ses populations quelles que soient leurs origines.

Et c'est bien là tout le contraire d'un nationalisme nostalgique, revanchard ou égoïste.

7. INTERVENTION DE Monsieur Christian NAPEN, Représentant de Monsieur le Ministre Jean-Claude MARCOURT.

Et si, enfin, les Wallons voulaient y croire.

Et s'ils étaient enfin en train de comprendre qu'il ne leur faut craindre ni certains chiffres ni certains mots.

Et s'ils étaient enfin convaincus que la région réussit à la Wallonie.

Et si les Wallons ressentaient désormais comme une envie de région, une envie de Wallonie, de plus de Wallonie.

Et si nous l'avions enfin cette légitime réaction d'orgueil, de fierté et de courage. Cette réaction collective comme le complément indispensable du nouvel essor économique de la Wallonie.

Pour cela, les Wallons ont fait un jour le choix de la région.

Et ils y réussissent. Nous réussissons.

C'est en Wallonie que la société -je dis bien :la société- s'est mobilisée autour d'un plan de relance qui engrange aujourd'hui les succès que méritait notre région.

C'est en Wallonie que l'on découvre désormais des entreprises performantes, innovatrices et créatrices d'emploi.

Tout le monde s'accorde à parler de projets rigoureusement gérés, de la naissance d'une nouvelle culture du travail en réseau, d'une nouvelle culture de la gouvernance, d'un lien enfin tangible entre la recherche et les entreprises, de moyens financiers engagés de manière cohérente.

La mobilisation dont nous parlons, c'est d'abord celle de nos pôles de compétitivité et, à l'intérieur de ceux-ci, le renforcement des liens entre tous les acteurs.

Une véritable culture d'ouverture est aujourd'hui une réalité entre les centres de recherche, les PME et les grandes entreprises.

Si ce sont les pouvoirs publics qui ont initié, encadré les pôles, ce sont les industriels qui les ont construits, qui les ont portés et c'est à ces derniers qu'il incombe de les gérer.

Jusqu'à présent, les pôles, ce sont des centaines d'entreprises, des universités, des hautes écoles, des centres de recherche et de formation.

Ces pôles, c'est véritablement la colonne vertébrale de l'économie wallonne de demain.

Nous n'aurions pas le temps de les évoquer tous ici ni surtout de procéder à l'énumération de leurs succès.

Limitons-nous à un exemple.

Certains ont souri quand, créant le pôle BIOWIN, le Gouvernement wallon s'est donné le projet ambitieux de devenir leader mondial dans les domaines du cancer, de l'inflammation et des maladies du cerveau d'ici à 2015.

Plus nous avançons et plus les sourires moqueurs disparaissent ou se crispent.

On ne dira jamais assez le rôle capital de la recherche biomédicale. Pour le bien-être des gens, évidemment, mais aussi, plus prosaïquement, en termes économiques.

En lançant BIOWIN, nous avons placé la barre assez haut. Et c'était fondé.

Et c'est fondé quand, et ce n'est qu'un exemple parmi tant d'autres, une spin off wallonne est en passe de trouver un palliatif à la greffe du foie par un travail brillant sur les cellules souches.

La Wallonie est aujourd'hui, au regard de sa taille, le premier acteur biomédical au monde avec des entreprises comme BAXTER, UCB, GSK, JOHNSON&JOHNSON, pour prendre des poids lourds mondiaux, mais aussi au travers de PME pointues.

Les PME sont des acteurs essentiels du développement de la Wallonie. On aurait toutefois tort de limiter la vision de notre activité économique à celles-ci.

L'activité économique, en Wallonie, c'est aussi le choix qui a été fait par de grands groupes internationaux de s'y implanter.

La Wallonie a ainsi gagné, ces derniers temps, la confiance de sociétés comme GOOGLE, MICROSOFT, H&M, COOPER VISION, pour ne citer que celles-là.

Et ce n'est pas tout.

Il y a aussi les entreprises qui ont une histoire, une histoire wallonne et qui, aujourd'hui, s'inscrivent dans la modernité, je dirais même l'avant-garde.

CARMEUSE. PRAYON qui vient de mettre au point un système de cogénération unique sur le marché.

Des indices chiffrés qui émanent de sources non suspectes de complaisance confirment notre bonne santé économique. Ceci se traduit notamment à travers le nombre de nouveaux investissements étrangers dans notre région.

C'est ce qui ressort également d'études récentes.

IBM précise : « ...*si les résultats de l'année 2009 ont été impactés par la crise internationale, ...fait remarquable, la part de marché de la Wallonie dans les investissements étrangers s'améliore d'années en années. La diminution structurelle d'investissement constatée en 2009 touche essentiellement la Flandre, alors que la Wallonie semble relativement stable. La Wallonie a même attiré presque autant de projets que la Flandre en 2009 : 67 contre 78. Ce résultat est pour le moins inhabituel : antérieurement, la Flandre attirait annuellement presque deux fois plus*

d'investissements étrangers que la Wallonie. La création de nouveaux emplois se situe à plus de 2.800 en Flandre et plus de 2.000 en Wallonie. Bruxelles accueille 37 projets, qui représentent plus de 400 emplois. »

- Ernst & Young souligne, ouvrez les guillemets, « **les excellents résultats de la Wallonie** et constate que sur une période de cinq ans, la part de la Flandre dans les investissements étrangers ne cesse de reculer.

*En résumé, nous pouvons dire que la Flandre et Bruxelles enregistrent leurs plus mauvais scores, tandis que **la Wallonie atteint un niveau record.** »*

Analysant le potentiel en matière de logistique, le cabinet d'étude Cushman-Wakefield a placé Liège en tête des régions d'Europe. Alors que le Financial Times a classé la Wallonie au 6^e rang, sur 140, des régions d'Europe en termes d'attractivité des investissements étrangers. Une étude qui confirmait celle de l'OCDE, publiée en 2008, qui mettait la Wallonie sur la première marche du podium national, devant la Flandre et Bruxelles.

Nos atouts sont désormais reconnus, même par les Wallons qui n'ont pas toujours été les plus faciles à convaincre. Ces atouts sont indéniables. Mais ça ne suffit pas. Il faut les entretenir et développer une vision d'avenir.

La Commission Zénobe avait, il y a peu, et à l'initiative de Jean-Claude MARCOURT pointé trois priorités transversales : « *l'adaptation des politiques, des contenus et des outils d'enseignement et de culture à la réalité wallonne, la facilitation d'une appropriation par les jeunes de leur identité wallonne, une plus grande internationalisation des pratiques éducatives ainsi que la promotion énergique de la culture de l'innovation* ».

C'est dans cet esprit également qu'il a voulu construire le programme CREATIVE WALLONIA lequel a l'ambition d'entraîner le plus grand nombre possible de nos citoyens dans une dynamique innovante basée, notamment sur la formation transdisciplinaire, sur l'observation des tendances, sur l'accès des PME au marché des idées et sur la mobilisation de moyens financiers nouveaux.

Le programme CREATIVE WALLONIA est une donnée essentielle pour ce qui concerne le succès économique de la Wallonie qui passera, immanquablement par la créativité et l'innovation.

C'est la réponse la plus adéquate dans le contexte d'une économie globale, ouverte et en mutation constante.

Soyons désormais convaincus de deux choses.

La première, c'est qu'aujourd'hui la globalisation n'est plus à envisager dans sa seule dimension géographique mais que son ressort véritable est temporel puisqu'il s'agit, ni plus ni moins, de l'instantanéité.

La seconde, c'est que nous savons désormais que l'innovation est moins invention ou découverte que transformation d'opportunités en idées nouvelles et exploitations du changement comme opportunités.

Vous l'aurez compris, il nous faut rompre avec une vision purement R&D de l'innovation. Le laboratoire demeure, c'est une évidence, un lieu important, mais l'innovation ne saurait plus y être cantonnée.

Dans un contexte où les marchés se renouvellent en permanence, où apparaissent constamment de nouveaux acteurs et où on exige désormais des entreprises une capacité de régénération continue, la région apparaît comme l'unité territoriale idéale pour relever le défi de l'innovation.

Dire que nous sommes à la croisée des chemins relève aujourd'hui de l'euphémisme. Quel est l'avenir de la Belgique fédérale si tant est qu'une majorité de nos voisins du nord veuille encore lui en donner un ? Mystère. Ceux qui ont été au cœur des négociations ces derniers mois et plus encore ces dernières semaines, notamment au sein du groupe chargé de plancher sur la loi de financement, nous ont quelquefois fait l'aveu qu'ils n'en savaient plus rien.

Le pays est aujourd'hui bloqué à cause de l'incapacité –ou de la volonté – de certains à conclure un accord respectueux de chacun. La réalité institutionnelle de ce pays est un phénomène évolutif. Il y a longtemps que nous ne croyons plus à une ultime réforme de l'Etat. Il faut donc savoir faire des pas plutôt que rêver au grand soir. Sauf si... Mais alors qu'ils le disent !

La seule chose dont on puisse être convaincu, c'est que l'avenir et les conditions qui doivent assurer notre prospérité et la qualité de vie collective des citoyens, ce sont les régions, et la Wallonie, qui l'assureront.

« Nous ne sommes pas contre les Flamands mais nous sommes pour la Wallonie. C'est clair. Et nul ne te sauvera si tu ne te sauves pas toi-même, c'est un principe aussi vieux que le monde » disait, André Renard, le 17 novembre 1960.

Tout est désormais en place pour que vive et réussisse la Wallonie et, est-il encore utile de le préciser, ceci est une nécessité. Mais cette nécessité dépend du peuple de Wallonie, des femmes et des hommes qui y vivent. Qui y entreprennent et qui y travaillent. Qui y cherchent et qui y trouvent. Qui ont envie que chacun y ait sa place et sa dignité.

Il faut pour cela que nous ayons confiance en nos moyens, en nos talents, en nos capacités. Que nous ayons la volonté absolue de rester debout et que nous ayons, collectivement, l'ambition de

réussir, c'est-à-dire que nous mettions nos énergies en commun au service d'un projet commun. Et je pense ici, plus spécifiquement, aux forces économique-sociales, aux interlocuteurs sociaux, de notre région. Il nous faut un new-deal social pour réussir ce printemps.

Longtemps, par peur de l'inconnu, trop de Wallons ont eu peur de plus de Wallonie.

Il est fini ce temps où nous négociions le dos au mur, contraints de concéder plus de régionalisation.

Aujourd'hui, au contraire, nous revendiquons plus de régionalisation.

Il nous faut plus de Wallonie et mieux de Wallonie.

Dire que ce sera simple serait mentir. Nos atouts et nos succès ne peuvent en rien masquer les difficultés qui subsistent.

Mais aujourd'hui, les conditions d'un nouvel essor économique de la Wallonie sont réunies pour une Wallonie en marche et debout.

8. INTERVENTION DE Monsieur le DEPUTE WALLON Christophe COLLIGNON

Mesdames,

Messieurs en votre titre et qualité,

Bon nombre d'orateurs étant appelés, à s'exprimer, je limiterai mon intervention articulée sur 3 points :

- la nécessité de tirer l'enseignement du passé
- un projet porté par les Wallons pour les Wallons
- la nécessité de mieux organiser maintenant les institutions francophones

A) La nécessité de tirer les leçons du passé

Il y a encore pas si longtemps (je parle pour ce qui me concerne de mon entrée au Parlement wallon), le concept de régionalisme était considéré par beaucoup comme un concept synonyme de repli sur soi, pour ne pas dire un concept ringard agité par quelques nostalgiques....

Alors que la Flandre avait tracé sa voie à travers les résolutions de son parlement, il ne faisait pas bon dans les travées du Parlement wallon évoquer un quelconque transfert de compétence (anecdote)

Il fallait surtout n'être demandeur de rien sous peine de réveiller l'appétit de la Flandre.

On sait aujourd'hui ce qu'il est advenu de cette tactique « inspirée » : elle a renforcé le nationalisme en Flandre au point de le rendre incontournable, elle a tétanisé les partis traditionnels en Flandre, principalement le CDV, qui ne rêve probablement plus que ressouder son Cartel avec le nouveau héros de Flandre en vue des prochaines échéances municipales....

Tirer l'enseignement du passé, c'est aborder la suite de cette négociation, le plus lucidement possible c'est-à-dire en acceptant la réalité, en étant pas aveuglé par la nostalgie d'un pays dont tout indique qu'il est à l'agonie.....

Est-il si difficile de reconnaître que les deux grandes communautés de ce pays se sont tellement écartées je pense ici au plan culturel, politique, vision socio-économique, que ce qui les unit encore fondamentalement c'est le label économique d'une capitale.

Tirer l'enseignement du passé, c'est comme l'écrit ce jour avec justesse l'éditorialiste d'un grand journal populaire Wallon, « c'est oser prendre ses responsabilités ».

B) Un projet porté par les Wallons pour les Wallons.

S'il est un élément sur lequel les multiples crises que nous connaissons depuis les élections de 2007 ont servi de détonateur c'est, je le crois sincèrement, l'émergence dans la majorité des états major de parti francophone de la primauté de la thèse régionale...

En effet, un fédéralisme articulé sur le fait régional permettrait de passer d'un fédéralisme d'opposition à un fédéralisme de coopération mais pour cela la Flandre devrait admettre que Bruxelles ne peut rester sa capitale, Bruxelles n'est ni flamand, ni Wallon, il existe une vraie identité Bruxelloise avec des défis à résoudre propre aux Bruxellois.

C'est pour cela qu'aujourd'hui, quoiqu'il en soit de l'issue des négociations fédérales (et je suis persuadé que les Wallons feront tout pour arriver à un accord équilibré), il faut qu'à partir de la Wallonie, du Parlement ou d'ailleurs, que les Wallons se reconnaissent dans un projet construit non par opposition aux autres régions mais pour eux-mêmes...

On me rétorquera que ce projet existe, qu'il s'appelle le Plan Marshall...

C'est vrai, ce plan mobilisateur économique existe et il commence à porter ses fruits.

De nombreuses études internationales citent la Wallonie en exemple en terme d'attractivité, des entreprises de renom international s'installent en Wallonie, nos exportations augmentent, le chômage baisse lentement mais il baisse et probablement que ces indices seraient plus perceptibles si la crise bancaire que l'on a connue n'était pas arrivée.

Tout cela est vrai et j'en profite d'ailleurs ici pour souligner le travail du Gouvernement wallon et spécifiquement de son Ministre-Président ainsi que son pilote Jean-Claude Marcourt.

Mais pour que la Wallonie se redresse et soit prête à éventuellement faire face à son destin, il faut d'autres articulations :

- il faut qu'émerge une conscience wallonne, l'adhésion de notre population à son projet, le débat sur l'identité wallonne a ici évidemment tout sa place, non dans une thèse romantique mais pour servir un projet d'économie.
- il faut que les Wallons revendiquent à la fois au niveau de l'institution fédérale et à la fois au niveau de l'institution communautaire les instruments économiques nécessaires à l'émergence de ce projet.

A quoi sert-il de développer un outil d'aide aux entreprises défini à Namur la Sowlfin, si un outil fédéral le fonds de participation lui fait concurrence ?

Le régionalisme est né et, vous le savez mieux que moi, parce que les Wallons ont préféré maîtriser leur économie par nécessité, parce qu'il se sentait mal à l'aise dans un état au service de la Flandre.

Ce combat est-il achevé ? Je prétends que non.

Pourquoi la politique d'investissement des infrastructures ferroviaires bénéficie-t-elle toujours à la Flandre ?

Pourquoi sommes nous si mal représenté dans nos représentations diplomatiques ?

Pourquoi doit-on dénoncer la flamandisation de l'armée ?

Pourquoi lorsqu'un groupe de rock planétaire U2, se déplace en Belgique, seule des trains sont affrétés à partir de la Flandre ?

Enfin, il faut parallèlement remettre sur le chantier le débat des Institutions intra-francophones.

J'entends déjà certaines voix s'élever, signalant que c'est un débat important que ce n'est sans doute pas le moment, que se serait une rupture de solidarité.

Je prétends au contraire que pour réussir nos projets économiques, qu'ils soient Wallons ou Bruxellois, il nous faut disposer, à tout le moins, de la maîtrise de notre enseignement, que la solidarité peut s'en trouver renforcée à travers le concept de fédération Wallonie-Bruxelles, chère à Rudy Demotte.

Enfin, Mesdames, Messieurs, je ne puis que terminer cette allocution, qu'en répétant ma conviction de l'émergence d'un mouvement wallon, transcendants les partis et les forces vives de cette région.

9. Contribution à l'assemblée ouverte du Mouvement du Manifeste Wallon
« La Wallonie par choix, non par défaut »
par Bernard WESPHAEL
Député, Chef du groupe Ecolo au Parlement wallon

Mesdames et Messieurs,

Chers amis,

Je vous remercie vivement pour votre invitation et je tiens d'emblée à saluer votre action et votre détermination même si je ne partage pas nécessairement dans le détail chacune des revendications du mouvement wallon.

Soyons clair même si ce n'est plus un scoop depuis longtemps. La situation générale est difficile : politiquement, économiquement et socialement. Heureusement que les entités fédérées existent. Je n'ose imaginer dans quel chaos nous serions aujourd'hui sans elles...

Institutionnellement, la priorité demeure aujourd'hui l'aboutissement des négociations en cours depuis cinq mois et la conclusion d'un accord équilibré qui apaiserait le climat communautaire pour les dix ou quinze ans à venir.

Pour en venir à notre sujet, je voudrais rappeler deux choses.

UN. La Wallonie n'est pas la Région –et de loin - la plus assistée en Europe et la Flandre est loin d'en être la Région la plus généreuse. Cela, quoi qu'en disent certains Flamands et même – plus grave à mes yeux – certains Wallons, dont les propos confinent parfois à la haine de soi !

DEUX. Les Wallons ont le droit et le devoir d'être fiers de ce qu'ils ont été, de ce qu'ils sont et de ce qu'ils seront. Cela, même si nous traversons une période plus difficile de notre histoire. La prospérité wallonne a alimenté l'essor économique du pays durant cent trente ans.

Je dis cela sans intention de provoquer quiconque, juste pour remettre les pendules à l'heure. Je dis cela, car la vérité a ses droits et j'en ai ras-le-bol d'être injurié depuis des années parce que je suis né en Wallonie et que je serais donc par définition un débile profiteur, fainéant et assisté, vivant au crochet de la Flandre entreprenante et laborieuse !

Marchons la tête haute. Nous en avons le droit et – oserais-je dire – le devoir ! Pour nous-mêmes et pour nos enfants.

N'ayons peurs ni d'être Wallons ni de dire ce que nous voulons pour nous-mêmes. Nous sommes depuis plusieurs mois sinon des années au cœur d'un débat institutionnel. La Flandre a depuis longtemps listé ses priorités, s'y tient et ne cesse de les asséner. Elle ne rate d'ailleurs aucune occasion d'avancer ses pions. L'actualité la plus récente l'a encore démontré.

Malheureusement, une certaine frilosité règne de notre côté. Il n'y a pourtant aucune raison que les Wallons restent muets et ne s'expriment pas dans un débat qui les concerne au premier chef. Ce débat est fort heureusement programmé à court terme.

Comme je l'ai déjà eu l'occasion de le dire, je suis personnellement très attaché à un Etat fédéral basé sur trois ou quatre Régions fortes, selon ce que les Germanophones décideront pour eux-mêmes. En effet, rien ne peut plus désormais se faire à mon sens sans le consentement des populations concernées. Il appartiendra aux différentes Régions qui composeront la Belgique de demain de conclure entre elles autant d'accords de coopération qu'elles voudront ou qu'elles jugeront nécessaires.

Parallèlement à cela, il faut donner à la Wallonie la maîtrise de son destin.

Par conséquent, il nous faut développer un projet wallon propre, décliné dans tous les domaines – économique, social, mais aussi culturel, au sens le plus large du terme. Il nous faut préférentiellement développer ce projet en solidarité avec Bruxelles, sous une forme ou sous une autre, communautaire, fédérative ou coopérative ? La question demeure ouverte, mais dans le respect de l'identité des uns et des autres.

Je m'explique. La solidarité organisée avec Bruxelles est mon option préférentielle. Vu sous cet angle, le développement concomitant d'une identité wallonne forte et d'une identité bruxelloise tout aussi forte n'est dans son principe en rien incompatible avec le développement d'une solidarité commune. Il peut en effet y avoir de très grandes synergies entre Bruxelles et la Wallonie, notamment en matière économiques, environnementales et culturelles, à la condition expresse que l'identité wallonne n'y soit pas sacrifiée. Et pour autant bien sûr que les Bruxellois souhaitent lier leur sort à celui des Wallons !

Attention aussi à tout ce qui tourne autour de la réforme de la loi de financement. Attention également aux effets pervers de dispositions légales apparemment communautairement ou régionalement neutres. J'en veux pour preuve les récentes conclusions du récent Conseil supérieur des finances qui a démontré que la réforme fiscale de 2002-2004 a modifié la clé de répartition de l'I.P.P. à l'avantage de la Flandre au détriment de la Wallonie et de Bruxelles !

Malgré l'ampleur de la tâche, je suis serein. Quoi qu'il en soit de l'issue des négociations en cours, rien ne pourra plus à mon sens entraver l'affermissement de l'identité et du projet wallons. A fortiori qu'en tout état de cause, les compétences confiées à la Région wallonne ne pourront aller qu'en s'élargissant, quel que soit, disais-je, le résultat des négociations en cours.

De ce point de vue, il y aura encore beaucoup de pain sur la planche dans les prochaines années. La Wallonie doit impérativement compléter, améliorer et optimiser les leviers et les outils dont elle dispose aujourd'hui pour assurer son redressement. Entre autres, elle doit se doter d'un outil financier public enfin digne de ce nom. Cela, afin notamment de financer de grands projets

transversaux et fédérateurs, déterminés dans le cadre de la mise en œuvre d'un projet wallon commun s'inscrivant dans le développement durable.

Pour retrouver la forme qui fut la sienne dans le passé, la Wallonie doit aussi se débarrasser des couches de lasagne qui l'alourdissent. Il y a aujourd'hui trop de structures publiques qui s'enchevêtrent en Wallonie, trop d'officines publiques et autres intercommunales qui se marchent sur les pieds. Elles sont évidemment le fruit d'une époque, mais leur utilité n'est plus établie en ce début de vingt et unième siècle.

Evitons tout malentendu. Je ne dis pas qu'il y a trop de puissance publique en Wallonie. Je dis simplement qu'elle doit s'exercer de manière beaucoup plus efficiente et que c'est parfaitement possible.

Bref, il faudra beaucoup rationaliser les instruments disponibles en Wallonie durant les prochaines années. Sur le plan socioéconomique, nous venons de le souligner, mais c'est également vrai aussi sur le plan politique.

Le constat y est tout aussi éloquent :

D'une part, beaucoup dénoncent avec raison les sous-localismes qui nuisent tant à l'instrument de développement cohérent qu'est l'aménagement du territoire.

D'autre part, la vérité est qu'il n'y aura de projet wallon commun que dans la mesure où nous aurons l'identité wallonne forte dont je viens de parler. Les deux devront donc se bâtir simultanément, l'un renforçant l'autre et vice-versa. Une révision du mode électoral et l'instauration d'une circonscription wallonne unique seraient assurément deux moyens de faire progresser le sentiment d'un intérêt général commun et reculer les nombrilismes locaux, en même temps que le clientélisme partisan qui en est trop souvent le corollaire.

En synthèse, une partie des députés wallons serait élue dans une circonscription unique, les autres le seraient sur base des arrondissements actuels de façon à maintenir l'ancrage local et la nécessaire proximité avec le citoyen.

Pour conclure, je dirais qu'il ne faut exclure a priori aucune hypothèse de travail et qu'il importe de les examiner toutes avec le même sérieux en tant que bras de levier possibles dans les négociations en cours. Pourtant, une vérité me paraît d'évidence dans tous les cas de figure.

Pour Ecolo, le plan B pour Belgique signifie une Belgique organisée autour d'un Etat fédéral reposant sur trois ou quatre régions fortes. Cette option fondamentale doit évidemment être poursuivie et aboutir à une solution globale satisfaisante pour toutes les parties, mais le plan A me tient aussi à cœur. Ce plan A est celui de l'Autonomie de la Wallonie. Quoi qu'il arrive demain et quelle que soit l'issue des interminables négociations en cours, nous avons l'obligation et le devoir de prendre notre destin de Wallons en mains. Autant nous y faire et nous y mettre tout de suite.

10. BRUXELLOIS ET WALLONS, MEME COMBAT !

par Philippe Van Parijs

Professeur à l'Université de Louvain

Co-rédacteur de l'Appel des Bruxellois

et co-fondateur de l'association Aula Magna

L'appel des Bruxellois

Le 19 décembre 2006, deux cents Bruxellois lançaient un appel qui fut ultérieurement signé par une dizaine de milliers d'autres. Il commence comme suit "Des négociations se préparent. Elles vont engager l'avenir de la Belgique et donc aussi l'avenir de Bruxelles. Elles vont se dérouler entre partis flamands et francophones, pas entre les représentants des trois Régions du pays. Nous, habitants de Bruxelles-Capitale, refusons que notre sort soit fixé de cette manière. Parce qu'il est grand temps d'affirmer que la population bruxelloise ne se laisse pas réduire à deux groupes, « Flamands » d'un côté, « Francophones » de l'autre. Parce qu'il est grand temps de laisser pour de bon derrière nous une Belgique où deux Communautés se font face, pour permettre que les trois Régions du pays s'épanouissent côte à côte, chacune avec une identité propre et des institutions efficaces." (www.brusselsvoice.be/fr/appeal)

Issu d'une convergence entre trois associations bruxelloises de création récente — Manifesto, BruXsel Forum et Aula Magna —, ce texte qui n'a rien perdu de son actualité a constitué la première expression largement diffusée d'une identité bruxelloise qui refuse de se laisser réduire à une cohabitation de deux communautés, voire à une composante de la seule francophonie. L'esprit qui l'anime s'est ultérieurement concrétisé dans d'autres initiatives, en particulier les Etats-Généraux de Bruxelles janvier-mars 2009), la plateforme de la société civile bruxelloise (avril 2009), la première édition de la *Brussels Citizens University* (septembre 2010) et le medium trilingue *Brussels Voice* (www.brusselsvoice.be, décembre 2010). Ces initiatives ont pu s'appuyer sur l'initiative universitaire des *Brussels Studies* et souhaitent conserver un caractère strictement non-partisan. Le parti Pro-BruXsel, qui s'est présenté aux élections régionales de juin 2009 et aux élections fédérales de juin 2010 se revendique du même esprit mais est loin de rassembler toutes les personnes activement impliquées dans ces diverses initiatives..

Le mouvement qui s'est ainsi développé dans la foulée de l'appel de décembre 2006 est un allié indispensable pour le mouvement wallon, qui en est aussi l'indispensable allié. Il est certes aussi opposé à la subjugation de Bruxelles par la Communauté française qu'à son annexion par la Communauté flamande. Mais il ne s'est pas du tout constitué en opposition au mouvement wallon.

Tout au contraire, il plaide avec le mouvement wallon pour une organisation de la fédération belge qui permette aux pouvoirs publics wallons comme aux pouvoirs publics bruxellois de mieux répondre aux défis spécifiques de leurs régions respectives. C'est en ce sens que la dernière phrase de l'appel de 2006 "invite tous les participants aux négociations institutionnelles qui s'annoncent à accorder à Bruxelles, comme aux autres Régions, le pouvoir de forger son avenir".

Pour nous Bruxellois comme pour vous Wallons il s'agit de laisser derrière nous non seulement la Belgique unitaire de Bon-Papa, mais aussi la Belgique bi-communautaire de Papa, dans laquelle trop de politiques francophones et flamands restent encore empêtrés. Dans l'intérêt de tous, il s'agit de créer une fédération simplifiée à quatre régions dotées chacune de l'ensemble des compétences défédéralisées et collaborant efficacement entre elles dans toutes les matières qui l'exigent.

Les Bruxellois et la "nation francophone"

Dans ce cadre général, je voudrais vous soumettre brièvement ce soir deux éléments de réflexion. D'abord, que sait-on des préférences des Bruxellois quant à leur avenir? Le 25 septembre 2010, *Le Soir* publiait un sondage relatif aux préférences des wallons et des Bruxellois en cas de scission de la Belgique. Dans l'échantillon interrogé, 33% des Bruxellois optaient pour une fédération Wallonie-Bruxelles (comparé à 63% de Wallons) et 47% optaient pour une région indépendante ou européenne (comparé à 8% de Wallons optant pour une Wallonie indépendante). Il y a tout lieu de croire que le chiffre de 33% soit fortement exagéré. Pourquoi?

La population adulte de Bruxelles peut aujourd'hui être commodément décomposée en trois tiers: un petit tiers en croissance est constitué d'étrangers, principalement européens; un second petit tiers en croissance est constitué de Belges d'origine étrangère récente, principalement non-européenne; enfin, un gros tiers en décroissance constante depuis les années 60 est constitué de Belges d'origine belge. L'échantillon de Dedicated Research utilisé dans le sondage publié par *Le Soir* exclut entièrement le premier tiers. En outre, il sous-représente considérablement le second tiers, tous les répondants étant recrutés parmi des Bruxellois disposant d'une connexion internet à domicile et la grande majorité d'entre eux parmi des Bruxellois disposant en outre d'une ligne téléphonique fixe. Il en découle logiquement que l'échantillon est massivement biaisé en faveur du troisième tiers, au sein duquel la popularité d'une fédération Wallonie-Bruxelles est forcément sensiblement plus grande qu'au sein des deux premiers.

Peut-on se faire une idée moins biaisée des préférences des Bruxellois sur ce sujet? Une question analogue a été posée en 2000 et en 2006 à un échantillon de Bruxellois beaucoup plus soigneusement (et donc chèrement) constitué. Il leur était demandé de choisir entre quatre options

celle qui correspondait le mieux à leurs vues quant à l'avenir de Bruxelles. En 2006, 51.7 % d'entre eux optaient pour le statu quo (comparé à 60.5 % en 2000), 2.9 % pour un rattachement à la Flandre (comparé à 0.9 % en 2000), 1.7 % pour un rattachement à la Wallonie (comparé à 2.1 % en 2000) et 43.7 % pour un statut séparé en tant que capitale européenne (comparé à 36.4 % en 2000).³ Parmi ceux qui n'optaient pas pour le statu quo en 2006, plus de 90% s'avèrent donc préférer un statut séparé et moins de 4% quelque chose comme une fédération Wallonie-Bruxelles. La question n'était bien sûr pas exactement la même que dans le sondage du *Soir* et le moment où elle était posée pas non plus, mais ces chiffres basés sur un échantillon moins tronqué suggère que l'affirmation selon laquelle un tiers des Bruxellois serait favorable, en cas de scission, à une fédération Wallonie-Bruxelles est pour le moins fortement exagérée. On peut comprendre que les dirigeants de nos partis communautaires en rêvent, mais hélas pour eux, si du moins on envisage de prendre l'avis des Bruxellois, la nation francophone n'offre pas un plan B plus plausible qu'un Groot-Vlaanderen qui garderait Bruxelles comme capitale.

Régionaliser le "personnalisable"

Ce premier élément n'est pas sans importance pour éviter de fonder nos stratégies de court terme sur des scénarios de long terme totalement illusoire. Mais le second élément que je voudrais apporter est d'une importance beaucoup plus immédiate pour éclairer et inspirer le combat commun des mouvements wallon et bruxellois. Comme vous le savez, diverses études internationales, dont les plus connues sont les trois enquêtes PISA organisées par l'OCDE, ont mis en évidence la différence considérable entre la Communauté flamande et la Communauté française quant à la performance scolaire moyenne de leurs élèves. Les indicateurs utilisés dans ces études sont contestés et contestables. Mais leur convergence nous force à accepter l'évidence: malgré le dévouement et la compétence de milliers d'enseignants, malgré un financement qui n'a rien à envier à d'autres pays, les performances moyennes des élèves la Communauté française ne sont pas bonnes. Pourquoi? Pourquoi, en particulier, cet écart par rapport à l'enseignement belge néerlandophone, qui continue à être celui dont la structure ressemble le plus à celle de l'enseignement belge francophone ?

En juin 2010, une rencontre de l'initiative Re-Bel s'est penchée sur cette question, sans préjugés ni tabous. Les contributions des intervenants ont surtout permis d'écarter un certain nombre d'hypothèses a priori plausibles (voir le Re-Bel e-book n°8, téléchargeable sur www.rethinkingbelgium.eu). L'analyse empirique établit par exemple que l'essentiel de la différence peut pas être attribué à un profil socio-économique différent, ni à une différence dans la proportion

³ Voir P. Van Parijs, "Trêve de bricolage ethnique, en route pour la fédération des régions", *La Revue nouvelle* 4, avril 2008. Chiffres calculés à partir du tableau 134 de R. Janssens, *Van Brussel gesproken*, VUB Press 2007, p.142.

d'élèves dont la langue maternelle n'est pas la langue scolaire, ni à la proportion des élèves qui fréquentent l'enseignement libre, ni non plus à l'écart (récent) dans la rémunération des enseignants. Qu'une part de la différence puisse être attribuée à des méthodes pédagogiques différentes ou à un degré inégal d'autonomie des établissements ne peut pas être exclu à ce stade. Mais un examen de données plus anciennes suggère que la divergence a commencé dès les années 60, c'est-à-dire à un moment où la Flandre connaissait un revenu moyen inférieur à la Wallonie et à Bruxelles. Pourquoi?

Une hypothèse avancée dans la discussion et qui peut semble-t-il s'autoriser de l'expérience du Québec ou de la Catalogne non moins que de la Flandre, est que la performance scolaire des enfants n'est pas que l'affaire des écoles, qu'elle est liée à la mise en œuvre d'un véritable projet collectif qui implique aussi les familles et le monde associatif et qui ne peut prendre forme et avoir un impact que si, outre l'enseignement, la culture et les médias sont mobilisés pour motiver les jeunes et leurs parents à investir dans une formation de qualité. Si cette interprétation est correcte, le succès de l'enseignement flamand ne peut pas être compris indépendamment du succès du mouvement flamand, qui est parvenu à doter les habitants de la Flandre d'une identité commune forte et leur gouvernement d'un ensemble vaste et croissant de compétences.

Pour faire réussir ce projet collectif, la Région flamande a pu compter dès sa création en 1979 sur un exécutif et un parlement qui concentre dans ses mains l'ensemble des matières défédéralisées, tant "personnalisables" que "localisables". Nous n'en sommes pas là en Wallonie, et encore moins à Bruxelles. La fusion des fonctions de ministre-président de la région wallonne et de ministre-président de la Communauté française en mars 2008, a cependant constitué un pas important dans cette direction, qu'il s'agit maintenant de parachever. Car il n'est pas bon pour la Wallonie que sa culture, son enseignement et ses médias soient dirigés de Bruxelles. Et il n'est pas bon pour Bruxelles que l'enseignement fréquenté par 80% de ses élèves soit dans les mains de deux ministres liégeois, et le reste dans les mains du gouvernement flamand. Pour la cohérence des compétences des gouvernements wallon et bruxellois et pour l'efficacité de leur action, il est crucial de leur donner autorité sur les matières dites "personnalisables" non moins que celles qui sont "localisables". Il est grand temps de se débarrasser de l'emprise de cette une distinction superficielle, qui a eu son utilité pour orner d'un vernis juridique un honorable compromis temporaire mais qui empêche aujourd'hui nos régions d'affronter au mieux les défis partiellement analogues mais profondément différents auxquels elles sont confrontées.

Ce renforcement de nos autorités régionales, cela va sans dire, peut et doit aller de pair avec le maintien d'une coopération féconde entre nos deux régions. L'évaporation de la Communauté

française comme entité politique, telle qu'appelée de ses vœux, avec courage et lucidité par son ministre-président (Le Soir, 29/8/2010), ne doit pas saboter les synergies entre Bruxelles et la Wallonie, mais au contraire en accroître l'efficacité. De même, le renforcement de l'identité et des pouvoirs de nos deux régions ne doit en rien affecter la solidarité économique entre Wallons et Bruxellois, qui n'est de toute façon viable que dans le cadre d'une fédération belge rénovée en profondeur.

Un voisinage amical et efficace

Voilà donc les deux éléments de réflexion que je voulais vous soumettre en plus de mon message de soutien. Notre avenir de Wallons et de Bruxellois ne se situe pas dans une illusoire "nation francophone", avec ou sans corridor. Il ne prendra pas non plus la forme d'un conflit territorial pour la possession de l'hinterland wallon de Bruxelles. Il sera un voisinage fait de coopération, de solidarité et d'amitié entre deux régions qui continueront d'occuper chacune — de même que la Flandre, bien entendu — une portion de la zone métropolitaine centrale du pays; entre deux régions qui continueront aussi de diverger quant à leur composition démographique et à leur régime linguistique; entre deux régions qui doivent pouvoir disposer, pour pouvoir mieux s'attaquer chacune à leurs défis spécifiques, de la plupart compétences aujourd'hui dévolues à la Communauté française.

Cette transition vers des régions plus fortes et plus autonomes devra se faire en douce, pour ne pas casser ce qui marche bien, pour ne pas introduire des complications inutiles qui entravent la coopération. Elle devra aussi éviter qu'on en profite pour lâcher la bride au clientélisme. Et elle ne résoudra pas tout: ce que nous ferons nous-mêmes ne sera pas toujours mieux fait. Néanmoins cette transition est urgente. Et elle est inéluctable.

11. CONCLUSION DE L'ASSEMBLEE OUVERTE DU 22 NOVEMBRE 2010 DE CHARLEROI ,

par Robert COLLIGNON, Ancien Ministre-Président du Gouvernement Wallon

J'ai déclaré, en 1994, que s'il n'y avait pas d'identité wallonne, nous, les responsables politiques, nous avons le devoir de la créer.

Plus que jamais, le destin de la Wallonie est lié à l'image que les Wallons ont d'eux-mêmes.

La fierté d'appartenance est liée au développement d'un pays, d'une région.

Appartenir à une Région chargée d'histoire et partie prenante à la culture française ne peut laisser le Wallon indifférent.

Le sentiment national belge, s'il a existé, ne peut constituer un frein à la manifestation de fierté wallonne puisque l'Etat Belgique demeure une construction artificielle, amalgame de deux peuples appartenant à des origines opposées dont les cultures germanique et latine traduisent l'éloignement.

La dualité Wallonie-Bruxelles, sous le vocable Communauté française, a paralysé la Wallonie et la muselle encore aujourd'hui.

Sous prétexte de solidarité, la Wallonie a été castrée de compétences essentielles : la culture, l'enseignement, l'audio-visuel.

Les Wallons n'ont plus de presse d'opinion, pas de radio ou de télévision à sensibilité régionale et ils n'ont pas la maîtrise de leur histoire et de leur enseignement.

C'est le plus sûr chemin pour nier la Wallonie et un passé truffé de combats sociaux et de volonté d'autonomie institutionnelle.

Transférer les dernières compétences de la Communauté vers la Wallonie permettrait à celle-ci de promouvoir de concert son développement économique et son dynamisme culturel.

Mettons en évidence les entreprises wallonnes en coopération avec nos universités qui développent un savoir-faire inégalé.

Glorifions ceux et celles qui, artistes, créateurs, entrepreneurs, intellectuels et sportifs doivent être

les ambassadeurs de notre Région.

Affirmer la réussite de ceux-ci est d'abord un honneur pour la Wallonie.

Oui, ceux qui réussissent à Paris ou ailleurs appartiennent à la Wallonie.

Arrêtons les épithètes belges et rendons à la Wallonie ses attributs.

Combien de jours de crise, et toujours pas de Gouvernement, de négociations en négociations, les pourparlers à haut et à bas niveaux se poursuivent, s'interrompent et recommencent.

Où en est-on ?

Cette Belgique adorée ou décriée, comment va-t-elle s'en sortir ?

Va-t-on vers cette Belgique fédérale où Régions et Communautés assumeront un fédéralisme de bon aloi, respectueux des uns et des autres.

Va-t-on vers un confédéralisme où l'autonomie des Régions serait telle que le pouvoir fédéral apparaîtrait comme un simple lieu de rencontre des états fédérés, ou bien finalement entamons-nous les préalables du divorce et allons-nous débattre de la partie la plus difficile de la séparation, la liquidation de la Communauté ?

La carence du pouvoir peut durer et, à mon sens, n'est pas terminée. Nous assistons à une véritable crise de régime.

Si un accord intervient, rassurez-vous, contradictions et controverses suivront et bientôt le Palais n'aura d'autre ressource qu'un recours aux électeurs.

Et ainsi des urnes aux crises successives, l'incertitude règne et l'absence du pouvoir fédéral s'accroît.

Ce pays en délitement latent n'aura plus ou pas souvent de gouvernement légitimement élu.

N'y a-t-il plus de réel pouvoir démocratique élu en ce pays ?

Certains vont découvrir que le pouvoir démocratique s'exerce au niveau des Régions.

Les exécutifs régionaux qui sont l'émanation de parlements élus démocratiquement, gèrent avec continuité et compétence l'ensemble de la Belgique et promulguent des lois.

Face au néant, à l'immobilisme recourons à ce pouvoir démocratique et confions la gestion du pays aux trois Gouvernements régionaux (voire à la Région germanophone) .

Il est indiscutable que dorénavant, maintenant ou dans les années qui viennent, les discussions interviendront dans un dialogue entre les Gouvernements Régionaux.

Engageons-nous dans un débat sur le destin des Régions et plus particulièrement celui de notre patrie la Wallonie.

Laissons les Bruxellois, dont la multiculturalité, le cosmopolitisme, le caractère européen sont des spécificités indéniables, choisir leur voie.

De la même manière laissons cette liberté à la communauté germanophone.

Invoquer le choix du citoyen dans un pays comme la Belgique est impossible, par contre les Régions ont la possibilité d'assumer leur responsabilité face à l'histoire nouvelle, qu'elles peuvent écrire.

Si l'Etat se meurt, il faut changer d'Etat.

Charleroi, 22 novembre 2010

